

Tome 1.**Législation relative à la profession****Arrêté royal du 15 février 2005 relatif à l'exercice de la profession de comptable agréé et de comptable-fiscaliste agréé dans le cadre d'une personne morale**

Chapitre I. Définitions	3
Chapitre II. Inscription d'une personne morale au tableau tenu par l'Institut	3
Section I. Conditions générales	3
Section II. Des personnes morales entre personnes ayant la qualité de comptable et/ou comptable-fiscaliste	3
Section III. Des personnes morales entre personnes de qualités différentes	3
Chapitre III. Conditions d'agrément des personnes morales composées de comptables et/ou de comptables-fiscalistes	4
Chapitre IV. Dispositions transitoires	5
Chapitre V. Dispositions diverses	5

Loi du 17 mars 2019 relative aux professions d'expert-comptable et de conseiller fiscal . . .

Chapitre 1. Disposition générale	5
Chapitre 2. Définitions	5
Chapitre 3. Activités professionnelles, port du titre et droit d'exercer ces activités	6
Section 1. Les activités professionnelles de l'expert-comptable certifié	6
Section 2. Port du titre d'expert-comptable certifié	7
Section 3. Autorisation d'exercer les activités professionnelles d'expert-comptable certifié	7
Section 4. Les activités professionnelles du conseiller fiscal certifié	7
Section 5. Port du titre de conseiller fiscal certifié	7
Section 6. L'expert-comptable et l'expert-comptable fiscaliste	7
Chapitre 4. Qualifications professionnelles pour l'octroi de la qualité	8
Section 1. L'octroi de la qualité d'expert-comptable certifié ou de conseiller fiscal certifié à une personne physique	8
Section 2. Exigences de diplômes	9
Section 3. Le stage	9
Sous-section 1. La période de stage	9
Sous-section 2. La commission de stage	10
Section 4. Prestation de serment	10
Section 5. Inscription comme expert-comptable et expert-comptable fiscaliste et passage vers la qualité d'expert-comptable certifié et de conseiller fiscal certifié	10
Section 6. L'exercice temporaire et occasionnel	11
Section 7. Délivrance de la qualité aux personnes morales	11
Section 8. Le refus de la qualité aux personnes physiques et morales	12
Chapitre 5. Le registre public	12
Section 1. Inscription dans le registre public	12
Section 2. Désinscription du registre public	12

Section 3. La réinscription dans le registre public	13
Chapitre 6. Exercice de la profession	13
Section 1. Principe	13
Section 2. Indépendance	13
Section 3. Organisation des activités professionnelles	13
Section 4. Compétence	13
Section 5. Clients	13
Section 6. Responsabilité	13
Section 7. Honoraires	14
Section 8. Incompatibilités et conflits d'intérêt	14
Section 9. Confidentialité	14
Section 10. Relations avec l'Institut	14
Section 11. Cotisations	14
Chapitre 7. Revue qualité	14
Chapitre 8. L'Institut des Conseillers fiscaux et des Experts-comptables	15
Section 1. Création	15
Section 2. Mission	15
Section 3. L'assemblée générale	15
Sous-section 1. Droit de vote	15
Sous-section 2. Compétences	15
Sous-section 3. Modalités	16
Section 4. Le Conseil de l'Institut	16
Sous-section 1. Composition	16
Sous-section 2. Compétences du Conseil de l'Institut	16
Sous-section 3. Compétences du comité exécutif	16
Section 5. Les commissions	17
Section 6. Les commissaires	17
Section 7. Recettes	17
Chapitre 9. Du comité inter-instituts	17
Chapitre 10. Le Conseil supérieur des Professions économiques	17
Chapitre 11. Contrôle	18
Section 1. Le rappel à l'ordre	18
Sous-section 1. Raisons pour un rappel à l'ordre	18
Sous-section 2. Procédure du rappel à l'ordre	18
Section 2. La discipline professionnelle	18
Sous-section 1. La commission de discipline	18
Sous-section 2. Les peines disciplinaires	18
Sous-section 3. La procédure disciplinaire	19
Sous-section 4. L'effacement de la peine disciplinaire et la réhabilitation	19
Sous-section 5. Appel	19
Section 3. Le retrait de la qualité et les autres sanctions administratives	20
Section 4. Dispositions pénales	20
Chapitre 12. Dispositions transitoires	21
Chapitre 13. Dispositions finales	23

Loi relative du 18 septembre 2017 à la prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme et à la limitation de l'utilisation des espèces	23
Livre 1. Dispositions générales	23
Titre 1. Objet, champ d'application et définitions	23
Titre 2. Approche fondée sur les risques	29

Livre 2. Obligations des entités assujetties en matière de prévention du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme	29
Titre 1. Organisation et contrôle interne	29
Chapitre 1. Organisation et contrôle interne au sein des entités assujetties	29
Chapitre 2. Organisation et contrôle interne au sein des groupes	30
Titre 2. Evaluation globale des risques.	31
Titre 3. Vigilance à l'égard de la clientèle et des opérations	31
Chapitre 1. Obligations générales de vigilance	31
Section 1. Dispositions générales	31
Section 2. Obligations d'identification et de vérification de l'identité	31
Sous-section 1. Personnes à identifier	31
Sous-section 2. Objet de l'identification et de la vérification de l'identité	32
Sous-section 3. Moment de l'identification et de la vérification de l'identité	33
Sous-section 4. Non-respect de l'obligation d'identification et de vérification de l'identité	34
Section 3. Obligation d'identification des caractéristiques du client et de l'objet et la nature de la relation d'affaires ou de l'opération occasionnelle	34
Section 4. Obligation de vigilance continue	35
Chapitre 2. Cas particuliers de vigilance accrue	35
Chapitre 3. Exécution des obligations de vigilance par des tiers introducteurs	36
Titre 4. Analyse des opérations atypiques et déclaration de soupçons	37
Chapitre 1. Analyse des opérations atypiques	37
Chapitre 2. Déclaration de soupçons	37
Section 1. Obligations de déclaration de soupçons et de communication de renseignements complémentaires à la Cellule de traitement des informations financières	37
Section 2. Interdiction de divulgation	38
Section 3. Protection des déclarants	38
Section 4. Conservation et protection des données et documents	39
Livre 3. Limitation de l'utilisation des espèces	40
Livre 4. Autorités compétentes.	40
Titre 1. Evaluation nationale des risques.	40
Titre 2. Registre des bénéficiaires effectifs	41
Titre 3. La cellule de traitement des informations financières.	41
Chapitre 1. Dispositions générales	41
Chapitre 2. Compétences et pouvoirs	42
Titre 4. Autorités de contrôle	44
Chapitre 1. Dispositions générales	44
Chapitre 2. Pouvoirs et mesures de contrôle de la Banque nationale de Belgique	46
Chapitre 3. Pouvoirs et mesures de contrôle de l'Autorité des services et marchés financiers	47
Chapitre 4. Pouvoirs et mesures de contrôle du Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes moyennes et Energie	48
Section 1. Pouvoirs et mesures de contrôle concernant les entités assujetties visées à l'article 5, § 1er, 21°, et 29° à 31°	48
Section 2. Pouvoirs de contrôle concernant la limitation de l'utilisation des espèces	49
Chapitre 5. Pouvoirs de contrôle de l'Administration de la Trésorerie et mesures de contrôle du ministre des Finances et du ministre compétent pour bpost.	49
Chapitre 6. Pouvoirs et mesures de contrôle de la Commission des jeux de hasard	49
Chapitre 7. Pouvoirs et mesures de contrôle des autres autorités de contrôle	50
Titre 5. Coopération nationale	50
Titre 6. Coopération internationale.	50
Chapitre 1. Coopération de la Cellule de traitement des informations financières avec les autres cellules de renseignement financier	50
Chapitre 2. Coopération des autorités de contrôle avec leurs homologues étrangères	51
Livre 5. Sanctions	51
Titre 1. Sanctions administratives.	51
Titre 2. Sanctions pénales.	53
Livre 6. Dispositions diverses, modificatives, abrogatoires et transitoires	53
Titre 1. Dispositions diverses	53
Titre 2. Dispositions modificatives.	53
Titre 3. Dispositions abrogatoires	53
Titre 4. Dispositions transitoires.	54
Annexes	54
Annexe I	54
Annexe II	54
Annexe III	54

Tome 2. Fiscalité

A. Législation fédérale	57
------------------------------------------	----

Les impôts sur les revenus	57
---------------------------------------------	----

Code des Impôts sur les Revenus 1992 – Exercice d'imposition 2020 (Revenus 2019)	57
---------------------------------------------------------------------------------------------------	----

Titre I. Des divers impôts sur les revenus – définitions	57
---------------------------------------------------------------------------	----

Titre II. Impôt des personnes physiques	64
----------------------------------------------------------	----

Chapitre I. Personnes assujetties à l'impôt	64
-------------------------------------------------------	----

Chapitre II. Assiette de l'impôt	65
--------------------------------------------	----

Section I. Définition générale du revenu imposable	65
--------------------------------------------------------------	----

Section II. Revenu des biens immobiliers	65
----------------------------------------------------	----

Sous-section I. Revenus imposables	65
----------------------------------------------	----

Sous-section II. Revenus exonérés	66
---------------------------------------------	----

Sous-section III. Détermination du revenu net	67
---------------------------------------------------------	----

Sous-section IV. Déduction pour habitation	67
------------------------------------------------------	----

Section III. Revenu des capitaux et biens mobiliers	67
---------------------------------------------------------------	----

Sous-section I. Définition	67
--------------------------------------	----

Sous-section II. Revenus non imposables au titre de revenus des capitaux et biens mobiliers	71	Sous-section II duodecies. Réduction pour les dépenses de sécurisation des habitations contre le vol ou l'incendie	134
Sous-section III. Détermination du revenu net	73	Sous-section II terdecies. Réduction pour les dépenses consacrées à un fonds de développement – Reprise de la réduction	134
<i>Section IV. Revenu professionnel</i>	73	Sous-section II quaterdecies. Réduction pour libéralités.	135
Sous-section I. Revenus imposables	73	Sous-section II quindecies. Réduction d'impôt pour les rémunérations d'un employé de maison	137
Sous-section II. Revenus exonérés.	80	Sous-section II sexdecies. Réduction d'impôt pour garde d'enfant.	137
Sous-section III. Détermination du revenu net	92	Sous-section II septdecies. Réduction d'impôt pour l'entretien et la restauration de monuments et sites classés	138
Sous-section IV. Attribution et imputation d'une quote-part des revenus professionnels au conjoint	106	[Sous-section II octdecies. Réductions d'impôt pour l'habitation propre]	139
<i>Section V. Revenus divers</i>	107	[Sous-section II novdecies. Réduction d'impôt pour des dépenses pour l'isolation du toit]	157
Sous-section I. Définition	107	[Sous-section II vicies. Réduction pour les dépenses exposées dans le cadre d'une procédure d'adoption].	158
Sous-section II. Détermination du revenu net	110	[Sous-section II vicies semel. Réduction pour primes pour une assurance protection juridique]	158
Sous-section III. Pertes déductibles.	112	Sous-section III. Réduction pour pensions et revenus de remplacement	159
<i>Section VI. Dépenses déductibles</i>	112	Sous-section III bis. Réduction pour rémunérations suite à la prestation de travail supplémentaire donnant droit à un sursalaire	162
<i>Section VII. Imposition commune des conjoints et des cohabitants légaux</i>	113	Sous-section IV. Réduction pour revenus d'origine étrangère	162
[<i>Section VIII. Limitation des avantages en proportion de la durée de la période imposable</i>].	114	Sous-section IV bis. Conversion de réductions en un crédit d'impôt remboursable	163
Chapitre III. Calcul de l'impôt	114	Sous-section V. Majoration en cas d'absence ou d'insuffisance de versement anticipé	163
<i>Section I. Régime ordinaire de taxation</i>	114	[Sous-section VI. Majoration en cas de dépassement de l'intensité maximale de l'aide suite à la rétro-déduction des pertes professionnelles]	164
Sous-section I. Tarif d'imposition.	114	<i>Section II. Régimes spéciaux de taxation</i>	164
Sous-section II. Quotité du revenu exemptée d'impôt	114	Sous-section I. Conversion en rente viagère de certains capitaux, allocations et valeurs de rachat	164
Sous-section II bis. Réduction pour épargne à long terme	119	Sous-section II. Impositions distinctes.	165
Sous-section II ter. [...]	125	Sous-section III. [Limitation des avantages en proportion de la durée de la période imposable]	170
Sous-section II quater. Réduction pour dépenses payées pour des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi et pour des prestations payées avec des titres-services autres que des titres-services sociaux	125	<i>Section III. Bonification pour versement anticipé de l'impôt</i>	170
Sous-section II quinques. Réduction pour des dépenses faites en vue d'économiser l'énergie dans une habitation	127	<i>Section IV. Indexation annuelle</i>	171
Sous-section II sexies. Réduction pour les dépenses de rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes	127	[<i>Section V. Imputation des réductions d'impôt et des diminutions d'impôt</i>]	174
Sous-section II septies. [Réduction pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises qui débutent – Reprise de la réduction d'impôt]	128	Titre III. Impôt des sociétés	175
[Sous-section II septies/1. Réduction pour moins-values actées à l'occasion du partage total de l'avoir social d'une pricaf privée]	131	Chapitre I. Sociétés assujetties à l'impôt	175
Sous-section II octies. [Réduction pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises en croissance - Reprise de la réduction]	131	Chapitre II. Assiette de l'impôt	176
Sous-section II nonies. Réduction pour les dépenses faites en vue d'acquérir un véhicule électrique ou en vue de l'installation d'une borne de rechargement de véhicules électriques	133	<i>Section I. Dispositions générales</i>	176
Sous-section II decies. [...]	134	<i>Section II. Base de l'impôt</i>	180
Sous-section II undecies. Réduction pour les dépenses de rénovation d'habitations données en location à un loyer modéré.	134	<i>Section III. Revenus exonérés</i>	185
		Sous-section I. Régime des plus-values	185

Sous-section Ibis. Mesures d'aide régionales exonérées	187	Chapitre I. Versement de l'impôt par voie de pré-comptes	246
[Sous-section Ibis. Entreprises d'insertion]	187	<i>Section I. Dispositions générales</i>	246
Sous-section II. [Provisions exonérées]	187	<i>Section II. Précompte immobilier</i>	246
Sous-section III. Provisions techniques des entreprises d'assurances	187	<i>Section III. Précompte mobilier</i>	252
Sous-section IV. [Entreprises qui, dans le cadre d'un régime du tax shelter, investissent dans une convention-cadre pour la production d'une oeuvre audiovisuelle, d'une oeuvre scénique ou d'un jeu vidéo]	188	Sous-section I. Redevables du précompte	252
Sous-section V. Réserve d'investissement	198	Sous-section II. Exemption du précompte et renonciation à celui-ci	254
[Sous-section VI. Revenus d'innovation exonérés]	199	Sous-section III. Exigibilité du précompte	257
[Sous-section VII. Exonérations spécifiques]	200	Sous-section IV. Calcul du précompte	257
<i>Section IV. Détermination du montant net du revenu</i>	200	<i>Section IV. Précompte professionnel</i>	259
Sous-section I. Frais professionnels	200	Chapitre II. Imputation des précomptes	271
Sous-section II. Déduction des revenus exonérés	207	<i>Section I. Dispositions générales</i>	271
Sous-section III. Revenus déductibles des bénéfices imposables	208	<i>Section II. Précompte immobilier</i>	272
Sous-section IIIbis. [Déduction pour revenus d'innovation]	211	<i>Section III. Précompte mobilier</i>	272
[Sous-section IIIbis/1. Déduction des transferts intra-groupe]	214	<i>Section IIIbis. [...]</i>	273
Sous-section IIIter. Déduction pour capital à risque	215	<i>Section IV. Quotité forfaitaire d'impôt étranger</i>	273
Sous-section IV. Pertes antérieures	218	<i>Section IVbis. Crédit[s] d'impôt</i>	274
Sous-section V. Dispositions communes aux déductions visées aux articles 199 à 206	219	Sous-section I. Crédit d'impôt pour les contribuables personnes physiques	274
<i>Section V. Dissolution et liquidation</i>	220	Sous-section II. Crédit d'impôt pour les contribuables sociétés	276
Chapitre III. Calcul de l'impôt	224	<i>Section V. [Limites d'imputation du précompte mobilier, de la quotité forfaitaire d'impôt étranger et des crédits d'impôt]</i>	276
<i>Section I. Régime ordinaire de taxation</i>	224	<i>Section VI. Précompte professionnel</i>	278
Sous-section I. Tarif d'imposition	224	Titre VII. Etablissement et recouvrement des impôts	278
Sous-section II. [...]	225	Chapitre I. Dispositions générales	278
Sous-section III. Majoration en cas d'absence ou d'insuffisance de versement anticipé	226	Chapitre II. La déclaration	279
[Sous-section IV. Majoration en cas de dépassement de l'intensité maximale de l'aide suite à la rétro-déduction des pertes professionnelles]	227	<i>Section I. Déclaration en matière d'impôt des personnes physiques, d'impôt des sociétés, d'impôt des personnes morales ou d'impôt des non-résidents</i>	279
<i>Section II. Cotisations distinctes</i>	227	<i>Section II. Déclaration en matière de précompte mobilier ou de précompte professionnel</i>	283
Titre IV. Impôt des personnes morales	228	<i>Section III. Dispense de déclaration de certains revenus de capitaux mobiliers et de certains revenus divers</i>	284
Chapitre I. Personnes morales assujetties à l'impôt	228	<i>Section IV. Identification des contribuables</i>	284
Chapitre II. Assiette de l'impôt	229	<i>Section V. Force probante des déclarations</i>	285
Chapitre III. Calcul de l'impôt	231	Chapitre III. Investigations et contrôle	285
Titre V. Impôt des non-résidents	231	<i>Section I. Obligations du contribuable</i>	285
Chapitre I. Personnes assujetties à l'impôt	231	[<i>Section I/1. Obligations complémentaires de déclaration en matière de prix de transfert</i>]	288
Chapitre II. Assiette de l'impôt	232	<i>Section Ibis. Obligation particulière des organismes de placement collectif</i>	291
<i>Section I. Revenus imposables</i>	232	[<i>Section Iter. Obligations des organismes de pensions</i>]	291
<i>Section II. Revenus exonérés</i>	235	<i>Section II. Obligations des tiers</i>	291
Chapitre III. Globalisation de certains revenus	238	<i>Section III. Obligations des services, établissements et organismes publics</i>	293
<i>Section I. Critère d'imposition</i>	238	<i>Section IV. Dispositions communes aux investigations à l'égard du contribuable et des tiers</i>	295
<i>Section II. Détermination du montant net des revenus globalisables</i>	239	<i>Section V. Dispositions communes à tous les impôts</i>	296
<i>Section III. Dépenses déductibles</i>	241	<i>Section VI. Secret professionnel</i>	296
Chapitre IV. Calcul de l'impôt	241	<i>Section VII. Assistance mutuelle</i>	297
[Chapitre V. Application des règles d'imposition régionales]	244	Chapitre IV. Moyens de preuve de l'administration	303
Titre VI. Dispositions communes aux quatre impôts	246	Chapitre V. Procédure de taxation	305
		<i>Section I. Rectification de la déclaration</i>	305
		<i>Section II. Taxation d'office</i>	306
		Chapitre VI. Imposition	306

Section I. Délais d'imposition	306	Section II. Révisions des revenus cadastraux	343
Section II. Exercice d'imposition et période imposable	309	Section III. Evaluations et réévaluations des revenus cadastraux	344
Section III. Imposition dans le chef de la société absorbante ou bénéficiaire	310	Chapitre IV. Notification des revenus cadastraux	344
Chapitre VII. Voies de recours	311	Chapitre V. Réclamation contre le revenu cadastral	344
Section I. Recours administratif	311	Section I. Droit de réclamation	344
Section II. Dispositions particulières en matière de recours judiciaire	315	Section II. Conditions de validité de la réclamation	345
Chapitre VIII. Recouvrement de l'impôt	315	Section III. Procédure d'instruction des réclamations	345
Section I. Redevables de l'impôt	315	Section IV. Effets des réclamations	345
Section II. Responsabilité solidaire pour les dettes fiscales d'un entrepreneur	317	Chapitre VI. Conservation et tenue au courant des documents cadastraux	345
Section III. Impôts contestés	319	Titre X. Dispositions transitoires	345
Section IV. Exigibilité des précomptes et des impôts	320	Arrêté royal Code des impôts sur les revenus	358
Section IVbis. Surséance indéfinie au recouvrement des impôts directs	322	Arrêté royal d'exécution du 27 août 1993 du Code des impôts sur les revenus 1992 – Exercice d'imposition 2020 (Revenus 2019)	358
Section V. Intérêts	323	Chapitre I. Assiette et calcul de l'impôt	358
Sous-section I. Intérêts de retard	323	Section I. Revenu cadastral – Coefficient de revalorisation	358
Sous-section II. Intérêts moratoires	325	Section Ibis. Définition du taux annuel en vue de calculer le revenu imposable des parts de certains organismes de placement collectif lorsque la composante d'intérêts n'est pas déterminée	359
Chapitre IX. Droits et privilèges du Trésor en matière de recouvrement	326	Section II. Conditions fiscales en matière de dépôts d'épargne	359
Section I. Garanties à fournir par certains redevables	326	[Section IIbis. Intérêts de nouveaux prêts conclus en dehors de l'activité professionnelle du prêteur]	360
Chapitre IX. (Précompte immobilier Région Bruxelles-Capitale) [...]	326	[Section IIter. Montant de la première tranche de dividendes visée à l'article 21, alinéa 1er, 14° du Code des impôts sur les revenus 1992]	360
Section II. Privilège du Trésor	327	Section III. Evaluation forfaitaire des frais déductibles du revenu brut de la location, de l'affermage, de l'usage et de la concession de tous biens mobiliers et de droits d'auteur	360
Section III. Hypothèque légale	327	Section IV. Détermination du montant net des revenus professionnels	361
Section IV. Responsabilité et obligations de certains officiers ministériels, fonctionnaires publics et autres personnes	328	Section V. Régime d'option des [sociétés agréées comme entreprise agricole visées à l'article 8:2 du Code des sociétés et des associations qui ont la forme d'une société en nom collectif ou d'une société en commandite]	362
Section V. Obligations des établissements ou organismes de crédit	333	Section VI. Rémunérations des travailleurs rémunérés totalement, principalement ou accessoirement au pourboire – Minimum de rémunération imposable	362
Chapitre IXbis. Prescription des droits du Trésor	333	Section VII. Evaluation forfaitaire des avantages de toute nature obtenus autrement qu'en espèces	363
Chapitre X. Sanctions	334	Section VIII. Plans PC privés	367
Section I. Sanctions administratives	334	Section VIIIbis. Exonération des plus-values réalisées sur certains véhicules d'entreprise	367
Sous-section I. Accroissements d'impôts	334	Section VIIIter. Exonération des plus-values réalisées sur certains bateaux de navigation intérieure	367
Sous-section II. Amende administrative	335	Section IX. Limites et conditions d'exonération fiscale des réductions de valeur et des provisions pour risques et charges	368
Sous-section III. Perte du droit de représenter les contribuables	335	Section IXbis. Exonération des bénéfices provenant de moins-values actées à la suite de l'homologation d'un plan de réorganisation ou à la suite de la constatation d'un accord amiable	369
Section II. Sanctions pénales	336		
Titre VIIbis. Contribution complémentaire de crise	338		
Titre VIII. Attributions aux provinces, aux agglomérations et aux communes	339		
Chapitre I. Dispositions générales	339		
Chapitre II. Taxes additionnelles	339		
Chapitre III. Règles particulières de recouvrement	340		
Titre IX. Le revenu cadastral des biens immobiliers	341		
Chapitre I. Définition du revenu cadastral	341		
Chapitre II. Détermination du revenu cadastral	341		
Section I. Dispositions générales	341		
Section II. Déclarations des contribuables et droits d'investigation de l'administration	341		
Section III. Immeubles bâtis	342		
Section IV. Immeubles non bâtis	342		
Section V. Matériel et outillage	343		
Section VI. Epoque de référence	343		
Chapitre III. Epoque de fixation et entrée en vigueur des revenus cadastraux	343		
Section I. Péréquation générale des revenus cadastraux	343		

<i>Section X. Déduction forfaitaire au titre de frais professionnels exceptionnels résultant de l'éloignement du domicile par rapport au lieu de travail</i>	369	<i>[Section XXVocties/1. Réduction pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises qui débutent - Reprise de la réduction d'impôt]</i>	386
<i>Section XI. [...]</i>	369	<i>[Section XXVocties/2. Réduction pour moins-values actées à l'occasion du partage total de l'avoir social d'une pricaf privée]</i>	386
<i>Section XII. Justification de certains frais professionnels</i>	369	<i>[Section XXVocties/3. Réduction pour l'acquisition de nouvelles actions ou parts d'entreprises en croissance - Reprise de la réduction d'impôt]</i>	387
<i>Section XIII. Cotisations et primes patronales visées à l'article 52, 3°, b</i>	370	<i>Section XXVnonies. Réduction pour les dépenses faites en vue d'acquérir à l'état neuf un véhicule électrique</i>	387
<i>Section XIV. Amortissements dégressifs</i>	371	<i>Section XXVdecies. Réduction pour les dépenses de rénovation d'habitations données en location à un loyer modéré</i>	387
<i>Section XIVbis. Frais professionnels afférents aux déplacements entre le domicile et le lieu de travail</i>	372	<i>Section XXVundecies. Réduction pour les dépenses faites en vue de sécuriser une habitation contre le vol ou l'incendie</i>	387
<i>Section XV. Exonération pour personnel supplémentaire affecté en Belgique [...] à l'exportation et à la gestion intégrale de la qualité</i>	372	<i>[Section XXVundecies/1. Réduction pour libéralités]</i>	388
<i>Section XVbis. Stage en entreprise</i>	373	<i>[Section XXVundecies/2. Réduction d'impôt pour garde d'enfants]</i>	391
<i>[Section XVter. Passif social en vertu du statut unique]</i>	373	<i>[Section XXVundecies/3. Réduction d'impôt pour l'entretien et la restauration de monuments et sites classés]</i>	391
<i>Section XVI. Déduction pour investissement</i>	373	<i>Section XXVundecies/4. Réductions d'impôt pour l'habitation propre</i>	391
<i>Section XVII. [...]</i>	377	<i>[Section XXVundecies/5. Réduction d'impôt pour isolation du toit]</i>	393
<i>Section XVIII. Exonération des prix et subsides payés ou attribués à des savants, des écrivains ou des artistes</i>	377	<i>[Section XXVundecies/6. Réduction d'impôt pour les frais d'adoption (Code des impôts sur les revenus 1992, article 145/48)]</i>	393
<i>Section XVIII/1. [Economie collaborative - Conditions d'octroi et de maintien de l'agrément des plateformes électroniques - Document à établir annuellement par les plateformes électroniques agréées]</i>	378	<i>[Section XXVundecies/7. Réduction d'impôt pour primes pour une assurance assistance juridique]</i>	394
<i>Section XIX. Plus-values sur immeubles</i>	380	<i>[Section XXVundecies/8. Montant de la réduction additionnelle pour pensions et autres revenus de remplacement visée à l'article 147, alinéa 1er, 1°, du Code des impôts sur les revenus 1992]</i>	394
<i>Section XX. [...]</i>	381	<i>Section XXVduodecies. Réduction pour rémunérations suite à la prestation de travail supplémentaire donnant droit à un sursalaire</i>	394
<i>Section XXI. Imputation des dépenses déductibles de l'ensemble des revenus nets</i>	381	<i>Section XXVI. Versements anticipés – Majoration d'impôt – Bonification</i>	395
<i>Section XXII. [...]</i>	381	<i>Section XXVII. Conversion en rente de capitaux et valeurs de rachat</i>	396
<i>Section XXIII. [...]</i>	381	<i>Section XXVIIbis. Conditions et limites d'exonération des provisions techniques</i>	397
<i>Section XXIV. [...]</i>	381	<i>Section XXVIIbis/1. Modalités et conditions de la procédure d'agrément des sociétés de production et des intermédiaires éligibles</i>	397
<i>Section XXV. Imputation des pertes de l'un des conjoints sur les revenus de l'autre conjoint</i>	381	<i>Sous-section I. Champ d'application</i>	397
<i>Section XXVbis. Cotisations et primes personnelles payées par l'employeur ou par l'entreprise</i>	381	<i>Sous-section II. Demande d'agrément</i>	397
<i>[Section XXVbis/1. Cotisations et primes payées pour une pension complémentaire pour indépendants (article 145/3/1 du Code des impôts sur les revenus 1992)]</i>	382	<i>Sous-section III. Durée de l'agrément</i>	398
<i>Section XXVter. Conditions et modalités d'application de la réduction pour épargne à long terme en ce qui concerne les primes d'assurances-vie individuelles et les sommes affectées à l'amortissement ou à la reconstitution d'emprunts hypothécaires</i>	382	<i>Sous-sections IV. Retrait de l'agrément</i>	398
<i>Section XXVquater. Réduction pour épargne-pension – Montant maximal – Informations à fournir en matière de paiements pour épargne-pension</i>	382	<i>Sous-section V. Listes des sociétés de production et des intermédiaires éligibles</i>	398
<i>Section XXVquinquies. Conditions d'octroi et de maintien de l'agrément des fonds d'épargne-pension</i>	383	<i>[Sous-section VI. Autorité compétente de l'Etat fédéral]</i>	398
<i>Section XXVsexies. Réduction pour dépenses payées pour des prestations dans le cadre des agences locales pour l'emploi et pour des prestations payées avec des titres-services</i>	384	<i>[Section XXVIIbis/2. Limitation de la déduction d'intérêts]</i>	399
<i>Section XXVsepties. Réduction pour des dépenses faites en vue d'économiser l'énergie dans une habitation</i>	385		
<i>Section XXVocties. Réduction pour les dépenses de rénovation d'habitations situées dans une zone d'action positive des grandes villes</i>	385		

[Sous-section I. Détermination des coûts et produits économiquement similaires à des intérêts visés à l'article 198/1, § 2, alinéas 1er et 3, du Code des impôts sur les revenus 1992].	399	Sous-section IV. Actions ou parts au porteur émises à partir du 1er janvier 1994 qui ont fait l'objet d'un dépôt à découvert en Belgique – Conditions et modalités d'application pour bénéficiaire d'un taux de précompte mobilier réduit	428
[Sous-section II. Règles particulières relatives à l'exclusion des emprunts conclus avant le 17 juin 2016 et l'exclusion des emprunts conclus en exécution d'un projet de partenariat public-privé].	400	<i>Section IV. Imputation des précomptes</i>	428
[Sous-section III. Règles particulières applicables dans le cas où le contribuable fait partie d'un groupe de sociétés].	401	Sous-section I. [...]	428
[Sous-section IV. Détermination du modèle de relevé pour l'exonération des surcoûts d'emprunt non considérés comme frais professionnels d'une période imposable antérieure et pour la convention de déduction d'intérêts].	401	Sous-section II. Précompte mobilier fictif	428
<i>Section XXVIIter. Modalités d'investissement dans le cadre de la réserve d'investissement en cas d'apport d'une branche d'activité ou d'une universalité de biens, ou en cas de fusion ou de scission</i>	402	Sous-section III. Limite d'imputation.	429
<i>Section XXVIIquater. Revenus définitivement taxés</i>	402	Chapitre III. Etablissement et recouvrement des impôts	429
[<i>Section XXVIIquater/1. Déduction pour revenus d'innovation</i>]	402	<i>Section I. [Déclarations]</i>	429
[<i>Section XXVIIquater1/1. Déduction du transfert intra-groupe</i>].	403	[<i>Section Ibis. Modalités relatives à l'introduction de la déclaration à l'impôt des sociétés, à l'impôt des personnes morales, à l'impôt des non-résidents/sociétés et à l'impôt des non-résidents/personnes morales</i>].	430
<i>Section XXVIIquater/[2]. Déduction pour capital à risque</i>	403	<i>Section II. Rôles</i>	430
<i>Section XXVIIquinquies. Conditions d'agrément auxquelles doit satisfaire un système centralisé de prêts d'instruments financiers intégré dans un système de paiement et de règlement des opérations sur titres et période durant laquelle l'agrément peut être octroyé</i>	404	<i>Section IIbis. Réception des avertissements-extraits de rôle au moyen d'une procédure utilisant les techniques informatiques</i>	431
<i>Section XXVIII. Détermination du revenu imposable en matière d'impôt des sociétés</i>	405	<i>Section III. Paiements et quittances</i>	431
[<i>Section XXVIII/1. Régime d'option pour les associations sans personnalité juridique</i>]	407	<i>Section IIIbis. Quote-part de chaque contribuable dans l'imposition commune</i>	432
<i>Section XXIX. Centimes additionnels à l'impôt des non-résidents (personnes physiques)</i>	407	<i>Section IV. Prescription</i>	433
<i>Section XXX. Crédit d'impôt pour recherche et développement</i>	407	<i>Section V. Poursuites</i>	433
Chapitre II. Précomptes et imputation des précomptes	408	Sous-section I. Préliminaires – Subdivision des poursuites	433
<i>Section I. Précompte mobilier</i>	408	Sous-section II. Poursuites directes	434
<i>Section II. Précompte professionnel</i>	408	Sous-section III. Poursuites indirectes	435
<i>Section IIbis. Dispense de versement du précompte professionnel</i>	412	Sous-section IV. Personnes chargées des poursuites	436
<i>Section III. Précompte mobilier sur les revenus des capitaux et biens mobiliers et sur certains revenus divers</i>	415	Sous-section V. Des frais de poursuites	437
Sous-section I. Revenus des valeurs étrangères, des créances sur l'étranger ou des dépôts d'argent à l'étranger et revenus visés à l'[article 90, alinéa 1er, 11°] du Code des impôts sur les revenus 1992 à charge d'un débiteur non-résident du Royaume – Mesures de contrôle	415	Sous-section VI. Dispositions générales	437
Sous-section II. Exemption du précompte mobilier	416	<i>Section VI. Recherche des infractions</i>	437
Sous-section III. Renonciation totale ou partielle à la perception du précompte mobilier.	416	<i>Section VII. Etablissement et recouvrement par l'administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, de l'impôt des non-résidents sur les plus-values d'immeubles</i>	437
		<i>Section VIII. Dispense de l'obligation de déclaration à l'impôt des personnes physiques</i>	438
		[<i>Section VIII/1. Preuve à apporter dans le cadre de la demande d'imputation du précompte mobilier retenu sur la première tranche de dividendes visée à l'article 21, alinéa 1er, 14°, du Code des impôts sur les revenus 1992</i>].	439
		<i>Section VIIIbis. L'obligation de déclaration concernant des paiements effectués directement ou indirectement à des personnes établies dans des États à fiscalité inexistante ou peu élevée</i>	439
		<i>Section IX. Désignation de tiers pour obtenir communication des informations pour l'exécution d'une mission d'intérêt général</i>	439
		[<i>Section IX/1. Obligations des institutions de pension</i>]	439
		<i>Section IXbis. Désignation d'agents d'autres administrations fiscales habilités à effectuer des investigations</i>	440
		<i>Section X. Minimum des bénéficiaires ou des profits imposables des entreprises ou des titulaires d'une profession libérale</i>	440

Section XI. [...]	441	Annexe II. Liste des immobilisations visées à l'article 69, § 1er, alinéa 1er, 2°, c, du Code des impôts sur les revenus 1992 qui tendent à une utilisation plus rationnelle de l'énergie, à l'amélioration des processus industriels au point de vue énergétique et à la récupération d'énergie dans l'industrie	459
Section XII. Détermination, en matière d'impôt des personnes physiques, d'impôt des sociétés, d'impôt des personnes morales, d'impôt des non-résidents et de pré-comptes, de la période imposable et des revenus qui s'y rapportent	441	Annexe IIbis. [...]	462
[Section XII/1. Demande de remboursement du pré-compte mobilier retenu sur la première tranche de dividendes visée à l'article 21, alinéa 1er, 14°, du Code des impôts sur les revenus 1992]	442	Annexe IIter. Mentions obligatoires à faire figurer sur la facture relative aux dépenses énumérées à l'article 145/31 du Code des impôts sur les revenus 1992 en vue de sécuriser une habitation contre le vol ou l'incendie (AR/CIR 92, articles 63/15 à 63/18)	462
Section XIII. Responsabilité solidaire pour les dettes fiscales d'un entrepreneur	443	[Annexe IIter/1. Mentions obligatoires à faire figurer sur la facture relative aux immobilisations visées à l'article 69, § 1er, alinéa 1er, 2°, f, du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de déduction pour investissement pour les investissements numériques	462
Section XIIIbis. Perception par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, du précompte professionnel sur les plus-values réalisées sur des biens immobiliers par des non-résidents dans le cadre de leur activité professionnelle	443	Annexe IIquater. Mentions obligatoires à faire figurer sur la facture relative aux immobilisations corporelles visées à l'article 69, § 1er, alinéa 1er, 3°, du Code des impôts sur les revenus 1992 en matière de déduction pour investissement (AR/CIR 92, article 49/1)	464
Section XIV. Garanties réelles et cautions personnelles	444	Annexe III. [Barèmes et règles applicables pour le calcul du précompte professionnel dû à la source sur les revenus payés ou attribués à partir du 1er janvier 2019	465
Section XV. Obligations des établissements et organismes de crédit	445	Chapitre I. Généralités	465
Section XVI. Echelle des accroissements d'impôt	446	Section I. Base de perception	465
[Section XVII. Echelle des amendes administratives et leur modalités d'application]	447	Section II. Réductions pour charges de famille	466
Chapitre IV. Fiscalité des provinces, des agglomérations et des communes	448	Section III. Arrondissement	467
Section I. Taxes provinciales	448	Chapitre II. Rémunérations des travailleurs et revenus y assimilés	467
Section II. Taxe d'agglomération additionnelle et taxe communale additionnelle	448	Section I. Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 7.500 euros	467
Chapitre IVbis. [Règles particulières de recouvrement et d'information en ce qui concerne les attributions aux provinces, aux agglomérations et aux communes, et les avances aux communes]	448	Section II. Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 7.500 euros	470
Chapitre V. Mesures transitoires	449	Section III. Règles particulières	470
Section I. Retenue d'une quotité du précompte mobilier	449	Chapitre III. Rémunérations des dirigeants d'entreprise	476
Section II. Réévaluation en vue du calcul de l'amortissement de certains éléments d'actif acquis ou constitués avant la date normale de clôture du dernier bilan annuel antérieur au 31 décembre 1940 et encore en usage à la date normale de clôture du dernier bilan annuel au 31 décembre 1946	449	Section I. Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 7.500 euros	476
Section III. [Réduction d'impôt pour intérêts] d'emprunts hypothécaires contractés en vue de la rénovation d'une habitation	451	Section II. Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 7.500 euros	476
Section IV. [Modalités d'application de la déduction pour habitation unique, transformée en une réduction d'impôt]	451	Section III. Règles particulières	476
Section V. Plans PC privés	452	Chapitre IV. Pensions, rentes, capitaux, valeurs de rachat et revenus y assimilés	477
[Section VI. Réduction d'impôt pour habitations économes en énergie]	452	Section I. Pensions ou rentes mensuelles ne dépassant pas 7.500 euros	477
Annexe I.	453	Section II. Pensions ou rentes mensuelles supérieures à 7.500 euros	477
Section I. Indices de référence mensuels pour les prêts hypothécaires octroyés à partir du 1er janvier 1995 dans lesquels un taux d'intérêt variable est stipulé	453	Section III. Règles particulières	477
Section II. Taux de chargement mensuel pour les prêts non hypothécaires à terme convenu de plus de 60 mois conclus au cours des années 1981 à 1984	459	Chapitre V. Des non-résidents autres que ceux repris aux nos 2.1. B et 3.1. B	479
Section III. [...]	459	Section I. Rémunérations des travailleurs et revenus assimilés	479

Sous-section I. Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 7.500 euros	480	Code des Taxes Assimilées aux Impôts sur les Revenus – Exercice d'imposition 2020 (Revenu 2019)	512
Sous-section II. Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 7.500 euros	480	<i>Titre I. Dispositions communes</i>	512
Sous-section III. Règles particulières	480	<i>Titre II. Taxe de circulation sur les véhicules automobiles</i>	513
<i>Section II. Allocations de chômage avec complément d'entreprise</i>	481	Chapitre I. Véhicules imposables	513
<i>Section III. Rémunérations des dirigeants d'entreprise</i>	482	Chapitre II. Exemptions	514
Sous-section I. Rémunérations mensuelles brutes ne dépassant pas 7.500 euros	482	Chapitre II. (Région Bruxelles-Capitale) [Exonérations]	515
Sous-section II. Rémunérations mensuelles brutes supérieures à 7.500 euros	482	Chapitre III. Redevables de la taxe	517
Sous-section III. Règles particulières	482	Chapitre IV. Base imposable	517
<i>Section IV. Rentes alimentaires et capitaux visés à l'article 90, alinéa 1er, 3° et 4°, du Code des impôts sur les revenus 1992, versés à des non-résidents</i>	482	Chapitre V. Montant de la taxe ou taux	517
<i>Section V. Revenus mentionnés à l'article 87, 5°, a à c, e et f, du présent arrêté, payés ou attribués à des non-résidents visés à la même disposition</i>	482	Chapitre VI. Taxe de circulation complémentaire	523
<i>Section VI. Revenus des artistes du spectacle non-résidents</i>	482	Chapitre VII. Réductions	523
<i>Section VII. [Bénéfices et profits des associés ou membres non-résidents de sociétés ou associations sans personnalité juridique visées à l'article 29 du Code des impôts sur les revenus 1992, mentionnés à l'article 229, § 3, du même Code]</i>	483	Chapitre VIII. Débit de la taxe	524
<i>Section VIII. Plus-values visées à l'article 87, 8°, du présent arrêté, réalisées par des non-résidents, dans le cadre de leur activité professionnelle</i>	483	Chapitre IX. Taxe quotidienne	525
Chapitre VI. Revenus des sportifs, arbitres, formateurs, entraîneurs et accompagnateurs	483	Chapitre IX. (Région Bruxelles-Capitale) [...]	525
Chapitre VII. Divers	484	Chapitre X. Etablissement et recouvrement	525
<i>Section I. Jetons de présence</i>	484	Chapitre Xbis. Dispositions particulières	526
[<i>Section I/1. Revenus visés à l'article 90, alinéa 1er, 1° bis, du Code des impôts sur les revenus 1992</i>	485	Chapitre XI. Mesures d'exécution et de contrôle	528
<i>Section II. Prix, subsides, rentes ou pensions visés à l'article 90, alinéa 1er, 2°, du Code des impôts sur les revenus 1992</i>	485	Chapitre XII. Sanctions	528
<i>Section III. Indemnités personnelles visées aux articles 90, alinéa 1er, 12°, et 228, § 2, 9°, k, du Code des impôts sur les revenus 1992</i>	485	Chapitre XIII. Pouvoirs des provinces, des agglomérations et des communes	529
Chapitre VIII. Retenues complémentaires	485	<i>Titre III. Taxe sur les jeux et paris</i>	529
Barème I	485	Chapitre I. Bases et taux	529
Barème II	490	Chapitre I. Jeux et paris imposables (Région wallonne)	530
Barème III	494	Chapitre Ibis. Bases et taux d'imposition (Région wallonne)	530
Annexe IIIbis. Liste des codes relative à la nature des revenus en application [des articles 90, § 3 et 95/2, § 3, a, AR/CIR 92]	499	Chapitre II. Redevables de la taxe	533
Annexe IIIter. Modalités à respecter par les redevables du précompte professionnel visés à l'article 95/2, § 1er	500	Chapitre III. Déclaration	533
Annexe IIIquater. Liste des institutions scientifiques agréées (article 275/3, alinéa 2, CIR 92)	503	Chapitre IV. Mesures de contrôle	533
Annexe IV. [...]	504	Chapitre V. Paiement de la taxe	535
Annexe V. [...]	504	Chapitre VI. Cautionnement et garantie réelle	535
Annexe. Table de concordance	504	Chapitre VI. Cautionnement et garantie réelle	535
Taxes assimilées aux impôts sur les revenus	512	Chapitre VII. Dispositions dérogatoires	536
		Chapitre VIII. Dispositions spéciales afférentes aux courses hippiques	536
		Chapitre IX. Sanctions	536
		Chapitre X. Pouvoirs des provinces et des communes	538
		<i>Titre IV. Taxe sur les appareils automatiques de divertissement</i>	538
		Chapitre I. Appareils imposables	538
		Chapitre II. Redevables de la taxe	539
		Chapitre III. Montant de la taxe	539
		Chapitre IV. Exigibilité de la taxe, déclaration et recouvrement	543
		Chapitre IVbis. [...]	543
		Chapitre V. Mesures de contrôle	543
		Chapitre VI. Sanctions et dispositions pénales	544
		Chapitre VII. Appareils automatiques de jeux de hasard dont l'exploitation est interdite	545
		Chapitre VIII. Pouvoirs des provinces et des communes	545
		<i>Titre V. Taxe de mise en circulation</i>	545
		Chapitre I. Véhicules imposables	545
		Chapitre II. Exemptions	546

Chapitre II. (Région Bruxelles-Capitale) [Exonérations]	546	<i>Section II. Autres exemptions</i>	574
Chapitre III. Base imposable	546	Chapitre VII. Déductions	577
Chapitre IV. Montant de la taxe	547	Chapitre VIII. Mesures tendant à assurer le paiement de la taxe	579
<i>Section I. [...] (Région flamande)</i>	547	Chapitre IX. Régimes particuliers	587
<i>Section I. [Montant de la taxe pour les voitures et voitures mixtes mises en usage en Région wallonne, à l'exception de celles mises en usage dans la même Région par des sociétés, des entreprises publiques autonomes et des associations sans but lucratif ayant des activités de leasing, visées par l'article 94, 1^o] (Région wallonne)</i>	547	<i>Section I. Petites entreprises</i>	587
<i>Section II. [...] (Région flamande)</i>	550	<i>Section II. Entreprises agricoles</i>	588
<i>Section II. Montant de la taxe pour les aéronefs, les bateaux et les véhicules non visés par la section I (Région wallonne)</i>	550	<i>Section III. Autres régimes particuliers</i>	589
Chapitre V. Débitement de la taxe et modalités de perception	551	<i>[Section IV. Régimes particuliers applicables aux services de télécommunication, de radiodiffusion et de télévision ou aux services électroniques fournis à des personnes non assujetties]</i>	591
Chapitre VI. Mesures de contrôle	552	<i>[Sous-section I. Définitions]</i>	591
Chapitre VII. Pouvoirs des Communautés, des Régions, des provinces, des agglomérations et des communes	552	<i>[Sous-section II. Régime particulier applicable aux services fournis par des assujettis non établis sur le territoire de la Communauté]</i>	591
<i>Titre VI. [...]</i>	552	<i>[Sous-section III. Régime particulier applicable aux services fournis par des assujettis établis sur le territoire de la Communauté, mais non dans l'Etat membre de consommation]</i>	592
<i>Titre VII. [Taxe sur la participation des travailleurs [au capital de la société et] sur la prime bénéficiaire pour les travailleurs]</i>	552	Chapitre X. Moyens de preuve et mesures de contrôle	593
Chapitre I. Fait générateur	552	Chapitre XI. Sanctions	596
Chapitre II. Base imposable	552	<i>Section I. Amendes fiscales</i>	596
Chapitre III. Exigibilité de la taxe	553	<i>Section II. Peines correctionnelles</i>	597
Chapitre IV. Taux de la taxe	553	Chapitre XII. Restitution	599
Chapitre V. Redevables de la taxe	553	Chapitre XIII. Prescription	600
Chapitre VI. Mode de versement, établissement et recouvrement de la taxe	553	Chapitre XIV. [Perception et instances]	601
<i>Titre VIII. [...] (Région flamande)</i>	554	Chapitre XV. Secret professionnel	603
Taxe sur la valeur ajoutée	554	Chapitre XVI. [...]	604
Code de la Taxe sur la Valeur Ajoutée	554	Chapitre XVII. [...]	604
Chapitre I. Etablissement de la taxe	554	Chapitre XVIII. Assistance mutuelle	604
Chapitre II. Assujettissement	556	Chapitre XIX. [Dispositions transitoires générales et particulières – Dispositions temporaires]	604
Chapitre III. Champ d'application	557	Arrêtés royaux de la TVA	609
<i>Section I. Livraison de biens</i>	557	Arrêté royal n° 1 du 29 décembre 1992 relatif aux mesures tendant à assurer le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée	609
<i>[Sous-section I. Biens et opérations visés]</i>	557	Chapitre I. La facturation	609
<i>[Sous-section II. Lieu des livraisons de biens]</i>	559	<i>Section I. Factures et documents à émettre ou à établir</i>	609
<i>[Sous-section III. Fait générateur et exigibilité de la taxe]</i>	560	<i>Section II. Délai d'émission</i>	610
<i>Section II. Prestations de services</i>	561	<i>Section III. Mentions</i>	610
<i>[Sous-section I. Prestations de services visées]</i>	561	<i>Section IV. Autres obligations</i>	611
<i>[Sous-section II. Lieu des prestations de services]</i>	562	<i>Section V. Factures simplifiées</i>	613
<i>[Sous-section III. Fait générateur et exigibilité de la taxe]</i>	564	Chapitre II. La comptabilité	613
<i>[Section IIbis. Dispositions communes aux sections I et II]</i>	565	Chapitre III. Exigibilité de la taxe. Déclaration. Redevable de la taxe	615
<i>Section III. Importations</i>	565	Chapitre IV. Autres obligations	617
<i>Section IV. Acquisitions intracommunautaires de biens</i>	565	Chapitre V. Disposition temporaire	621
Chapitre IV. Base d'imposition	567	Annexe I. [...]	621
Chapitre V. Taux de la taxe	570	Annexe II. [Description des grilles]	621
Chapitre VI. Exemptions	570	Annexe III. [...]	623
<i>Section I. Exportations, livraisons et acquisitions intracommunautaires, importations et transports internationaux</i>	570	Annexe IV. [...]	623
		[Arrêté royal n° 2 du 19 décembre 2018 relatif au régime du forfait en matière de taxe sur la valeur ajoutée]	623

Annexe	625	Arrêté royal n° 14 du 3 juin 1970 relatif aux cessions de bâtiments, fractions de bâtiment et du sol y attenant et aux constitutions, cessions et rétrocessions d'un droit réel au sens de l'article 9, alinéa 2, 2°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, portant sur de tels biens	653
Arrêté royal n° 3 du 10 décembre 1969 relatif aux déductions pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée	625		
<i>Section I. Conditions de l'exercice du droit à Déduction</i>	<i>625</i>		
<i>Section II. Révision des déductions pour les taxes autres que celles qui ont grevé les biens d'investissement</i>	<i>626</i>		
<i>Section III. Révision des déductions pour les taxes ayant grevé les biens d'investissement</i>	<i>627</i>		
<i>Section IV. Dispositions concernant le prorata général de déduction</i>	<i>629</i>	Arrêté royal n° 18 du 29 décembre 1992 relatif aux exemptions concernant les exportations de biens et de services en dehors de la communauté, en matière de taxe sur la valeur ajoutée	654
<i>Section V. Dispositions concernant la déduction selon l'affectation réelle des biens et des services</i>	<i>629</i>	Chapitre I. Exemption prévue par l'article 39, § 1er, du Code	654
<i>Section VI. Disposition particulière</i>	<i>630</i>	<i>Section I. Exportation de biens par le vendeur ou pour son compte</i>	654
Arrêté royal n° 4 du 29 décembre 1969 relatif aux restitutions en matière de taxe sur la valeur ajoutée	631	<i>Section II. Biens emportés par l'acheteur qui n'est pas établi en Belgique ou pour son compte</i>	655
Arrêté royal n° 7 du 29 décembre 1992 relatif aux importations de biens pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée	637	<i>Section III. Prestations de services</i>	655
Chapitre I. Conditions dans lesquelles les biens doivent être introduits dans le pays	637	<i>Section IV. Biens à emporter dans les bagages personnels des voyageurs</i>	655
Chapitre II. Lieu de destination	637	Chapitre II. Exemption prévue par l'article 39, § 2 du Code	656
Chapitre III. Paiement de la taxe à l'importation	637	Chapitre III. Disposition générale concernant les chapitres I et II	656
Chapitre IV. Franchises à l'importation	639	Chapitre IV. Franchise prévue par l'article 40, § 1er, 3°, du Code	656
<i>Section I. Franchise prévue par l'article 40, § 1er, 1°, a, du Code</i>	639	Chapitre V. Dispositions générales	656
<i>Section II. Franchise prévue par l'article 40 § 1er, 1er, b du Code</i>	639	Arrêté royal n° 19 du 29 juin 2014 relatif au régime de la franchise de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des petites entreprises	656
<i>Section III. [...]</i>	647	Annexes	658
<i>Section IV. Franchise prévue par l'article 40, § 1er, 1°, d du Code</i>	647	Arrêté royal n° 20 du 20 juillet 1970 fixant les taux de la taxe sur la valeur ajoutée et déterminant la répartition des biens et des services selon ces taux	658
<i>Section V. Franchise prévue par l'article 40, § 1er, 2° du Code</i>	647	Arrêté royal n° 23 du 9 décembre 2009 relatif a la liste annuelle des clients assujettis à la T.V.A.	673
<i>Section VI. Franchise prévue par l'article 40, § 2, du Code</i>	648	Annexe I	674
<i>Section VII. Franchise prévue par l'article 40, § 4, du Code</i>	648	Arrêté royal n° 30 du 29 décembre 1992 relatif à l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à la location-financement d'immeubles	674
Chapitre V. Mesures tendant à garantir le recouvrement de la taxe	649	Arrêté royal n° 31 du 2 avril 2002 relatif aux modalités d'application de la taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne les opérations effectuées par les assujettis qui ne sont pas établis en Belgique	675
Chapitre VI. Disposition abrogatoire et entrée en vigueur	649	Arrêté royal n° 46 du 29 décembre 1992 relatif à la déclaration de l'acquisition intracommunautaire de moyens de transport et au paiement de la TVA due y afférente	677
Annexe. Matériel visé à l'article 36, 21° de l'arrêté.	650		
Arrêté royal n° 10 du 29 décembre 1992 relatif aux modalités d'exercice des options prévues aux [articles 15, § 2, alinéa 3, 21bis, § 2, 9°, alinéa 4, 25ter, § 1er, alinéa 2, 2°, alinéa 2 et 44, § 3, 2°, d)], du code de la taxe sur la valeur ajoutée, aux déclarations de commencement, de changement, de cessation d'activité et aux déclarations préalables en matière de taxe sur la valeur ajoutée	651		
Arrêté royal n° 11 du 29 décembre 1992 relatif à l'application de la TVA	653		

Arrêté royal n° 48 du 29 décembre 1992 relatif aux livraisons de moyens de transport au sens de l'article 8bis, § 2, 1°, du code dans les conditions de l'article 39bis du Code de la TVA	678	Chapitre 1. Dispositions générales et définitions.	690
Arrêté royal n° 50 du 9 décembre 2009 relatif au relevé à la T.V.A. des opérations intracommunautaires	680	Titre 2. Perception des impôts	698
Annexe A. [...]	681	Chapitre 1. Prêcompte immobilier	698
Arrêté royal n° 51 du 14 avril 1993 relatif au régime de simplification pour les acquisitions intracommunautaires de produits soumis à accise en matière de taxe sur la valeur ajoutée	681	Section 1. Objet imposable	698
Arrêté royal n° 52 du 29 décembre 1992 concernant les exemptions relatives aux livraisons intracommunautaires de biens et aux opérations y assimilées, ainsi qu'aux acquisitions intracommunautaires de biens, en matière de taxe sur la valeur ajoutée	682	Section 2. Contribuables	698
Arrêté royal n° 55 du 9 mars 2007 relatif au régime des assujettis formant une unité TVA	682	Section 3. Base imposable	698
Arrêté royal n° 56 du 9 décembre 2009 relatif aux remboursements en matière de taxe sur la valeur ajoutée en faveur des assujettis établis dans un Etat membre autre que l'Etat membre de remboursement	684	Section 4. Tarifs	699
Chapitre I. Notions générales	684	Section 5. Réductions	700
Chapitre II. La Belgique est l'Etat membre de remboursement	684	Section 6. Exonérations	702
Section I. Généralités	684	Section 7. Modalités de perception	705
Section II. Modalités du remboursement	685	Chapitre 2. Taxe de circulation	705
Chapitre III. La Belgique est l'Etat membre d'établissement	687	Section 1. Objet imposable	705
Chapitre IV. Dispositions finales et entrée en vigueur	688	Section 2. Contribuables	705
Arrêté royal n° 57 du 31 octobre 2017 concernant le lieu des prestations de services en fonction de leur exploitation ou de leur utilisation effectives en matière de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne des prestations de transport de biens et des prestations accessoires à ces transports	688	Section 3. Base imposable	705
Arrêté royal du 30 décembre 2009 fixant la définition et les conditions auxquelles doit répondre un système de caisse enregistreuse dans le secteur horeca	689	Section 4. Tarifs	706
B. Législation Régionale	690	Section 5. Réductions	711
Code flamand de la fiscalité	690	Section 6. Exonérations	711
Code flamand de la fiscalité du 13 décembre 2013	690	Section 7. Modalités de perception	714
Titre 1. Dispositions introductives	690	Chapitre 3. Taxe sur la mise en circulation	714
		Section 1. Objet imposable	714
		Section 2. Contribuables	714
		Section 3. Base imposable	714
		Section 4. Tarifs	714
		Sous-section 1. Montant de la taxe pour les voitures privées, les voitures mixtes et les minibus, tels que visés à l'article 1.1.0.0.2, alinéa quatre, 1°, qui sont censés être mis en circulation en Région flamande	714
		Sous-section 2. Montant de la taxe pour les motocyclettes, les aéronefs, les bateaux et les véhicules autres que les véhicules routiers, visés à l'article 2.3.4.1.1	716
		Section 5. Réductions	717
		Section 6. Exonérations	717
		Section 7. Modalités de perception	718
		Chapitre 4. [Prélèvement kilométrique]	718
		Section 1. Objet imposable	718
		Section 2. Contribuables	718
		Section 3. Base imposable	718
		Section 4. Tarifs	718
		Section 5. Réductions	720
		Section 6. Exonérations	720
		Section 7. Modalités de perception	720
		Chapitre 5. [Taxe sur les habitations inadaptées et inhabitables]	720
		Section 1. Objet imposable	720
		Section 2. Contribuables	721
		Section 3. Base imposable	721
		Section 4. Tarifs	721
		Section 5. Réductions	721
		Section 6. Exonérations	721
		Section 7. Modalités de perception	722
		Chapitre 6. Taxe sur les sites d'activité économique désaffectés	723
		Section 1. Objet imposable	723
		Section 2. Contribuables	723
		Section 3. Base imposable	723
		Section 4. Tarifs	723
		Section 5. Réductions	723

<i>Section 6. Exonérations</i>	723	<i>[Section 5. Réductions]</i>	749
<i>Section 7. Modalités de perception</i>	724	<i>[Section 6. Exonérations]</i>	750
Sous-section 1. Suspension suite à une rénovation, liée ou non à la cessation de l'inoccupation	724	<i>[Section 7. Mode de perception]</i>	753
Sous-section 2. Suspension suite à une convention Brownfield conclue à titre définitif	724	[Chapitre 10. Droit de partage]	753
Sous-section 3. Suspension suite à un projet d'assainissement du sol déclaré conforme	724	<i>[Section 1. Objet imposable]</i>	753
Sous-section 4. Suspension pour les nouveaux propriétaires	724	<i>[Section 2. Contribuables]</i>	754
Sous-section 5. Suspension pour des sites d'activité économique inoccupés mais non désaffectés	724	<i>[Section 3. Base imposable]</i>	754
Sous-section 6. Suspension suite à la preuve de la cessation de la rénovation et/ou de l'inoccupation.	725	<i>[Section 4. Tarifs]</i>	754
Sous-section 7. Sanctions	725	<i>[Section 5. Réductions]</i>	754
[Chapitre 7. [Impôt de succession]]	725	<i>[Section 6. Exonérations]</i>	754
<i>[Section 1. Objet imposable]</i>	725	<i>[Section 7. Modalité de perception]</i>	755
<i>Section 2. Contribuables</i>	726	[Chapitre 11. Droit sur [la constitution] d'hypothèque]	755
<i>[Section 3. Base imposable]</i>	726	<i>[Section 1. Objet imposable]</i>	755
[Sous-section 1. Généralités]	726	<i>[Section 2. Redevables]</i>	756
[Sous-section 2. Actif de la succession]	727	<i>[Section 3. Base imposable]</i>	756
[Sous-section 3. Valorisation de l'actif]	728	<i>[Section 4. Tarifs]</i>	756
[Sous-section 4. Passif de la succession]	729	<i>[Section 5. Réductions]</i>	756
[Sous-section 5. Imputation du passif sur l'actif]	730	<i>[Section 6. Exemptions]</i>	756
<i>[Section 4. Tarifs]</i>	730	<i>[Section 7. Modalité de perception]</i>	756
[Sous-section 1. Dispositions générales]	730	[Chapitre 12. Taxe sur les jeux et paris]	756
[Sous-section 2. Tarifs réduits]	731	<i>[Section 1. Objet imposable]</i>	757
<i>[Section 5. Réductions]</i>	733	<i>[Section 2. Contribuables]</i>	757
<i>[Section 6. Exonération]</i>	734	<i>[Section 3. Base imposable]</i>	757
<i>[Section 7. Modalités de perception]</i>	735	<i>[Section 4. Tarifs]</i>	757
[Chapitre 8. [Impôt de donation]]	735	<i>[Section 5. Réductions]</i>	758
<i>[Section 1. Objet imposable]</i>	735	<i>[Section 6. Exonérations]</i>	758
<i>[Section 2. Contribuables]</i>	736	<i>[Section 7. Modalités de perception]</i>	758
<i>[Section 3. Base imposable]</i>	736	[Chapitre 13. Taxe sur les appareils automatiques de divertissement]	758
<i>[Section 4. Tarifs]</i>	737	<i>[Section 1. Objet imposable]</i>	758
[Sous-section 1. Généralités]	737	<i>[Section 2. Contribuables]</i>	758
[Sous-section 2. Dispositions temporaires concernant les donations de parcelles de terrain destinées à la construction d'habitations selon les prescriptions d'urbanisme]	738	<i>[Section 3. Base imposable]</i>	758
[Sous-section 3. Tarifs pour donations d'immeubles soumis à une rénovation énergétique ou d'immeubles disposant d'une attestation de conformité qui sont loués]	739	<i>[Section 4. Tarifs]</i>	759
[Sous-section 4. Tarifs pour donations d'un monument protégé soumis à une obligation d'investissement]	739	<i>[Section 5. Réductions]</i>	759
<i>[Section 5. Réductions]</i>	740	<i>[Section 6. Exonérations]</i>	759
<i>[Section 6. Exonérations]</i>	740	<i>[Section 7. Modalités de perception]</i>	759
<i>[Section 7. Modalités de perception]</i>	743	Titre 3. Perception et recouvrement	760
[Chapitre 9. Droit de vente]	743	Chapitre 1. Dispositions préliminaires, centimes additionnels, décime additionnel et indemnités administratives	760
<i>[Section 1. Objet imposable]</i>	743	Chapitre 2. Enrôlement	762
<i>[Section 2. Contribuables]</i>	744	<i>Section 1. Généralités</i>	762
<i>[Section 3. Base imposable]</i>	744	<i>Section 2. Exequatur</i>	762
<i>[Section 4. Tarifs]</i>	745	<i>Section 3. Personnes décédées et indivisions</i>	762
[Sous-section 1. Généralités]	745	<i>Section 4. Imposition pour une société repreneuse ou attributaire</i>	762
[Sous-section 2. Tarifs réduits]	745	<i>Section 5. Calcul et mode d'arrondissement</i>	762
		Chapitre 3. Procédure d'imposition	762
		<i>Section 1. [Déclaration]</i>	762
		<i>Section 2. Année d'imposition et période imposable</i>	770
		<i>Section 3. Délai d'imposition</i>	771
		<i>Section 4. Feuille d'imposition</i>	772
		<i>Section 5. Envoi</i>	772
		Chapitre 4. Paiements	773
		<i>Section 1. Généralités</i>	773
		<i>Section 2. Délai de paiement</i>	773
		<i>Section 3. Mode de paiement</i>	773
		<i>Section 4. Mentions sur le formulaire de paiement</i>	774

Section 5. Preuve de paiement	774	Section 2. Obligations des établissements ou structures de crédit	789
Section 6. Date des effets du paiement	774	[Section 3. Autres obligations dans le cadre de l'impôt d'enregistrement]	789
Section 7. Mode d'imputation de paiement, d'utilisation et d'apurement	774	[Section 4. Obligations de tiers dans le cadre de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement]	791
Section 8. Facilités de paiement	774	[Section 4. Obligations dans le cadre de l'action civile]	792
Chapitre 5. Réclamation	774	Chapitre 13. Enquête et contrôle	792
Section 1. Notification de réception	774	Section 1. Contrôle administratif	792
Section 2. Délai de réclamation	774	Sous-section 1. Généralités	792
Section 3. Personnes physiques et personnes morales pouvant introduire une réclamation et mode d'introduction de la réclamation	775	Sous-section 2. Obligations du contribuable	793
Section 4. Compétences d'enquête	775	Sous-section 3. Obligations de tiers	794
Section 5. Temps imparti au traitement	775	Sous-section 4. Obligations des organismes publics	795
Section 6. Mode de décision en cas de réclamation	775	Section 2. Contrôle sur place	796
Section 7. Décision collective	775	Chapitre 14. Prescription	797
Section 8. Audition	775	Section 1. Délai	797
Section 9. Notification	776	Section 2. Interruption	797
Chapitre 6. Exonération d'office	776	Section 3. Suspension	797
Chapitre 7. Annulation	778	Chapitre 15. Poursuite pénale	797
Chapitre 8. Recours judiciaire	779	Section 1. Dispositions générales	797
Chapitre 9. Intérêts	779	Section 2. Détection d'infractions	797
Section 1. Intérêts de retard	779	Section 3. Sanctions pénales	797
Section 2. Intérêts moratoires	779	Chapitre 16. [Sanctions administratives]	799
Chapitre 10. Recouvrement	779	Chapitre 17. [Moyens de preuve]	799
Section 1. Rappel	779	Chapitre 18. Majoration d'impôts et amendes administratives	800
Section 2. Dernier rappel	779	Chapitre 19. Secret professionnel	804
Section 3. Poursuite	779	[Chapitre 20. Renseignements à fournir]	804
Sous-section 1. Généralités	779	[Chapitre 21. Attestations antérieures]	804
Sous-section 2. Poursuite directe	780	[Chapitre 22. Décisions anticipées sur les matières et dispositions énoncées dans le présent code]	805
Sous-section 3. Poursuite indirecte	780	Titre 4. Dispositions modificatives	806
Sous-section 4. Frais de poursuite	780	Chapitre 1. Modifications du code du 23 novembre 1965 des taxes assimilées aux impôts sur les revenus	806
Sous-section 5. Personnes chargées de la poursuite	780	Chapitre 2. Modifications au décret du 22 décembre 1995 contenant diverses mesures d'accompagnement du budget 1996	806
Section 4. Cas particuliers	780	Chapitre 3. Modifications du décret du 19 avril 1995 contenant des mesures visant à lutter contre l'abandon et le délabrement de sites industriels	807
Sous-section 1. Recouvrement auprès d'époux ou ex-époux et auprès des cohabitants légaux ou les ex-cohabitants légaux	780	Chapitre 4. Modifications du Code flamand de l'Aménagement du Territoire du 15 mai 2009	807
Sous-section 2. Recouvrement auprès de sociétés	781	Chapitre 5. Modifications d'autres décrets	807
Sous-section 3. Recouvrement auprès des héritiers	781	Chapitre 6. Références mutuelles	807
Sous-section 4. Recouvrement auprès d'autres personnes tenues de payer les dettes	781	Titre 5. Dispositions abrogatoires et mesures transitoires	807
Sous-section 5. Recouvrement de l'Eurovignette auprès de débiteurs d'impôts autres que le propriétaire	782	Titre 6. Titre de citation	809
Sous-section 6. Recouvrement d'impôts contestés	782	Titre 7. Dispositions d'entrée en vigueur	809
Section 5. Sûretés	782	[Annexe 1.] Tableaux de concordance	809
Sous-section 1. Garantie	782	[Annexe 2. Les types de route, visés à l'article 2.4.4.0.2, 3°	809
Sous-section 2. Privilège	782	Arrêté du Code flamand de la fiscalité	810
Sous-section 3. Hypothèque légale	783	Arrêté du Gouvernement flamand du 20 décembre 2013 portant exécution du Code flamand de la fiscalité	810
[Sous-section 4. Droits de tiers de bonne foi]	783		
[Sous-section 5. Héritier habitant en dehors de l'Espace économique européen]	784		
Chapitre 11. Assistance internationale mutuelle	784		
Chapitre 12. Obligations de tiers	784		
Section 1. Obligations de notification de tiers	784		

Titre 1. Dispositions introductives	810	[Section 6. Exonérations]	815
Chapitre 1. Dispositions générales et définitions	810	[Section 7. Modalité de perception]	815
Titre 2. Perception des impôts	810	[Chapitre 8. Impôt de donation]	815
Chapitre 1. Précompte immobilier	810	[Section 1. Objet imposable]	815
Section 1. <i>Objet imposable</i>	810	[Section 2. Contribuables]	815
Section 2. <i>Contribuables</i>	810	[Section 3. Base imposable]	815
Section 3. <i>Base imposable</i>	810	[Section 4. Tarifs]	815
Section 4. <i>Tarifs</i>	811	[Section 5. Réductions]	815
Section 5. <i>Réductions</i>	811	[Section 6. Exonérations]	815
Section 6. <i>Exonérations</i>	811	[Section 7. Modalité de perception]	815
Section 7. <i>Modalités de perception</i>	811	[Chapitre 9. Droit de vente]	815
Chapitre 2. Taxe de circulation	811	[Section 1. Objet imposable]	815
Section 1. <i>Objet imposable</i>	811	[Section 2. Contribuables]	815
Section 2. <i>Contribuables</i>	811	[Section 3. Base imposable]	815
Section 3. <i>Base imposable</i>	811	[Section 4. Tarifs]	815
Section 4. <i>Tarifs</i>	811	[Section 5. Réductions]	815
Section 5. <i>Réductions</i>	811	[Section 6. Exonérations]	815
Section 6. <i>Exonérations</i>	811	[Section 7. Modalité de perception]	815
Section 7. <i>Modalités de perception</i>	812	[Chapitre 10. Droit de partage]	815
Chapitre 3. Taxe de mise en circulation	812	[Section 1. Objet imposable]	815
Section 1. <i>Objet imposable</i>	812	[Section 2. Contribuables]	815
Section 2. <i>Contribuables</i>	812	[Section 3. Base imposable]	815
Section 3. <i>Base imposable</i>	812	[Section 4. Tarifs]	816
Section 4. <i>Tarifs</i>	812	[Section 5. Réductions]	816
Section 5. <i>Réductions</i>	812	[Section 6. Exonérations]	816
Section 6. <i>Exonérations</i>	812	[Section 7. Modalité de perception]	816
Section 7. <i>Modalités de perception</i>	813	[Chapitre 11. Droit à la constitution d'hypothèque]	816
Chapitre 4. [Prélèvement kilométrique]	813	[Section 1. <i>Objet imposable</i>]	816
Section 1. <i>Objet imposable</i>	813	[Section 2. <i>Contribuables</i>]	816
Section 2. <i>Contribuables</i>	813	[Section 3. <i>Base imposable</i>]	816
Section 3. <i>Base imposable</i>	813	[Section 4. <i>Tarifs</i>]	816
Section 4. <i>Tarifs</i>	813	[Section 5. <i>Réductions</i>]	816
Section 5. <i>Réductions</i>	813	[Section 6. <i>Exonérations</i>]	816
Section 6. <i>Exonérations</i>	813	[Section 7. <i>Modalité de perception</i>]	816
Section 7. <i>Modalités de perception</i>	813	[Chapitre 12. Taxe sur les jeux et les paris]	816
Chapitre 5. [Prélèvement sur les habitations inadéquates et inhabitables]	813	[Section 1. <i>Objet imposable</i>]	816
Section 1. <i>Objet imposable</i>	813	[Section 2. <i>Contribuables</i>]	816
Section 2. <i>Contribuables</i>	813	[Section 3. <i>Base imposable</i>]	816
Section 3. <i>Base imposable</i>	813	[Section 4. <i>Tarifs</i>]	816
Section 4. <i>Tarifs</i>	813	[Section 5. <i>Réductions</i>]	816
Section 5. <i>Réductions</i>	813	[Section 6. <i>Exonérations</i>]	816
Section 6. <i>Exonérations</i>	813	[Section 7. <i>Modalités de perception</i>]	816
Section 7. <i>Modalités de perception</i>	813	[Chapitre 13. Taxe sur les appareils automatiques de divertissement]	816
Chapitre 6. Taxe sur les sites d'activité économique désaffectés	813	[Section 1. <i>Objet imposable</i> 3]	816
Section 1. <i>Objet imposable</i>	813	[Section 2. <i>Contribuables</i>]	816
Section 2. <i>Contribuables</i>	813	[Section 3. <i>Base imposable</i>]	816
Section 3. <i>Base imposable</i>	813	[Section 4. <i>Tarifs</i>]	817
Section 4. <i>Tarifs</i>	813	[Section 5. <i>Réductions</i>]	817
Section 5. <i>Réductions</i>	813	[Section 6. <i>Exonérations</i>]	817
Section 6. <i>Exonérations</i>	813	[Section 7. <i>Modalités de perception</i>]	817
Section 7. <i>Modalités de perception</i>	813	Titre 3. Perception et recouvrement	817
[Chapitre 7. Impôt de succession]	814	Chapitre 1. Dispositions préliminaires, centimes additionnels, décime additionnel et indemnités administratives	817
[Section 1. <i>Objet imposable</i>]	814	Chapitre 2. Enrôlement	818
[Section 2. <i>Contribuables</i>]	814	Section 1. <i>Généralités</i>	818
[Section 3. <i>Base imposable</i>]	814	Section 2. <i>Exequatur</i>	818
[Section 4. <i>Tarifs</i>]	815	Section 3. <i>Personnes décédées et indivisions</i>	818
[Section 5. <i>Réductions</i>]	815		

Section 4. Impôt pour la société reprenante ou attributaire	818	Sous-section 6. Recouvrement d'impôts contestés	826
Section 5. Calcul et mode d'arrondissement	818	Section 5. Sûretés	826
Chapitre 3. Procédure d'imposition	818	Sous-section 1. Garantie	826
Section 1. Généralités	818	Sous-section 2. Privilège	827
Section 2. Année d'imposition et période imposable	819	Sous-section 3. Hypothèque légale	827
Section 3. Délai d'imposition	819	Chapitre 11. Assistance internationale mutuelle	827
Section 4. Feuille d'imposition	819	Chapitre 12. Obligations de tiers	827
Section 5. Envoi	819	Section 1. Obligations de notification de tiers	827
Chapitre 4. Paiements	819	Section 2. Obligations des établissements ou structures de crédit	827
Section 1. Généralités	819	[Section 3. Autres obligations dans le cadre de l'impôt d'enregistrement]	827
Section 2. Délai de paiement	819	[Section 4. Obligations de tiers dans le cadre de la taxe sur les appareils automatiques de divertissement]	827
Section 3. Mode de paiement	819	Chapitre 13. Enquête et contrôle	828
Section 4. Mentions sur le formulaire de paiement	823	Section 1. Contrôle administratif	828
Section 5. Preuve de paiement	823	Sous-section 1. Généralités	828
Section 6. Date d'effet du paiement	823	Sous-section 2. Obligations du contribuable	828
Section 7. Mode d'imputation de paiement, d'utilisation et d'apurement	823	Sous-section 3. Obligations de tiers	828
Section 8. Facilités de paiement	824	Sous-section 4. Obligations des organismes publics	828
Chapitre 5. Réclamation	824	Section 2. Contrôle sur place	828
Section 1. Notification de réception	824	Chapitre 14. Prescription	828
Section 2. Délai de réclamation	824	Section 1. Délai	828
Section 3. Personnes physiques et les personnes morales pouvant introduire une réclamation et mode d'introduction de la réclamation	824	Section 2. Interruption	828
Section 4. Compétences d'enquête	824	Section 3. Suspension	828
Section 5. Temps de traitement	824	Chapitre 15. Poursuite pénale	828
Section 6. Mode de décision en cas de réclamation	824	Section 1. Dispositions générales	828
Section 7. Décision collective	824	Section 2. Détection d'infractions	828
Section 8. Audition	824	Section 3. Sanctions pénales	828
Section 9. Notification	824	Chapitre 16. Échéance du droit de représentation	828
Chapitre 6. Exonération d'office	824	Chapitre 17. Moyens justificatifs de l'administration	828
Chapitre 7. Annulation	824	Chapitre 18. Augmentations d'impôts et amendes administratives	828
Chapitre 8. Recours judiciaire	824	Chapitre 19. Secret professionnel	828
Chapitre 9. Intérêts	824	[Chapitre 20. Attestations antérieures]	829
Section 1. Intérêts de retard	824	Titre 4. Dispositions modificatives	829
Section 2. Intérêts moratoires	824	Chapitre 1. Modification de l'arrêté royal du 8 juillet 1970 portant règlement général des taxes assimilées aux impôts sur les revenus	829
Chapitre 10. Recouvrement	824	Chapitre 2. Modifications de l'arrêté du Gouvernement flamand du 2 avril 1996 portant la redevance visant à lutter contre le délabrement de bâtiments et/ou d'habitations	830
Section 1. Rappel	824	Chapitre 3. Modification de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1er juillet 1997 portant exécution du décret du 19 avril 1995 portant des mesures visant à lutter contre et à prévenir la désaffectation et l'abandon de sites d'activité économique	830
Section 2. Dernier rappel	824	Chapitre 4. Références mutuelles	830
Section 3. Poursuite	824	Titre 5. Dispositions abrogatoires et mesures transitoires	830
Sous-section 1. Généralités	824	Titre 6. Titre de citation	831
Sous-section 2. Poursuite directe	824	Titre 7. Dispositions d'entrée en vigueur et d'exécution	831
Sous-section 3. Poursuite indirecte	825	Annexe 1. [...]	831
Sous-section 4. Frais de poursuite	826	Annexe 2. [Tableaux de concordance 1.]	831
Sous-section 5. Personnes chargées de la poursuite	826		
Section 4. Cas particuliers	826		
Sous-section 1. Recouvrement auprès d'époux ou ex-époux et auprès des cohabitants légaux ou les ex-cohabitants légaux	826		
Sous-section 2. Recouvrement auprès de sociétés	826		
Sous-section 3. Recouvrement auprès des héritiers	826		
Sous-section 4. Recouvrement auprès d'autres personnes tenues de payer les dettes	826		
Sous-section 5. Recouvrement de l'Eurovigilance auprès de débiteurs d'impôts autres que le propriétaire	826		

Droits d'enregistrement	832	<i>Section V. Obligations imposées aux officiers publics en vue d'assurer le recouvrement du droit d'enregistrement</i>	861
Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèque et de Greffe – Région Bruxelles-Capitale	832	Chapitre X. Moyens de preuve	861
Titre I. Droit d'enregistrement	832	<i>Section I. Dispositions générales</i>	861
Chapitre I. Formalité de l'enregistrement et établissement de l'impôt	832	<i>Section II. Expertise de contrôle</i>	862
Chapitre II. Division des droits et règles générales de perception	833	Chapitre XI. Insuffisance d'estimation, dissimulation et simulation, sanctions	863
Chapitre III. Obligation de l'enregistrement	834	Chapitre XII. Peines correctionnelles	863
<i>Section I. Actes et déclarations assujettis à la formalité</i>	834	Chapitre XIII. Restitution	865
<i>Section II. Délais pour la présentation à la formalité</i>	835	Chapitre XIV. Prescription	867
<i>Section III. Personnes tenues de l'obligation de l'enregistrement</i>	836	Chapitre XV. Poursuites et instances	868
<i>Section IV. Lieu de l'enregistrement</i>	837	Chapitre XVI. Dispositions particulières relatives aux ventes publiques de meubles	869
<i>Section V. Sanctions</i>	837	Chapitre XVII. Renseignements à fournir par [l'Administration générale de la Documentation patrimoniale]	870
Chapitre IV. Fixation des droits	838	Chapitre XVIII. [Droit spécial sur la nationalité, les lettres patentes de noblesse et les autorisations de changer de nom ou de prénoms]	870
<i>Section I. Transmissions à titre onéreux de biens immeubles</i>	838	<i>Section I. [Nationalité]</i>	870
<i>Section II. Ventes publiques de biens meubles corporels</i>	841	<i>Section II. [Lettres patentes de noblesse et autorisations de changer de nom ou de prénoms]</i>	871
<i>Section III. [...]</i>	841	<i>Section III. [Dispositions communes aux sections II et III]</i>	871
<i>Section IV. Baux</i>	841	Chapitre XIX. Amende spéciale pour dépôt tardif des actes de société soumis à publications	871
<i>Section V. [...]</i>	842	Titre II. Droit d'hypothèque	871
<i>Section VI. Constitutions d'hypothèque [...]</i>	842	Titre III. Droit de greffe	872
<i>Section VII-VIII. [...]</i>	843	Chapitre I. Etablissement de l'impôt et fixation des droits	872
<i>Section IX. [...]</i>	843	<i>Section I. Droit de mise au rôle</i>	872
<i>Section X. Partages</i>	843	<i>Section Ibis. Droit de rédaction</i>	873
<i>Section XI. [Sociétés]</i>	843	<i>Section II. Droit d'expédition</i>	873
<i>Section XII. Donations</i>	847	<i>Section III. [...]</i>	874
Sous-section I. Dispositions générales	847	<i>Section IV. Droit d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et aux registres des groupements d'intérêt économique</i>	874
Sous-section II. [Dispositions spécifiques aux donations d'entreprises]	849	Chapitre II. Exemptions	874
<i>Section XIII. [...]</i>	851	Chapitre III. Dispositions diverses	875
<i>Section XIV. Jugements et arrêts</i>	851	<i>Section I. Mesures tendant à favoriser, par une réduction des droits d'enregistrement, la construction de nouveaux bâtiments</i>	890
<i>Section XV-XVII. [...]</i>	852	<i>Section II. Dispositions diverses</i>	890
<i>Section XVIII. [...]</i>	852	Arrêté royal du 11 janvier 1940 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région Bruxelles-Capitale	891
<i>Section XIX. Protêts</i>	852	Annexe I	893
[<i>Section XIXbis. Actes et écrits annexés</i>]	852	Annexe II	894
<i>Section XX. Actes exemptés du droit proportionnel et assujettis au droit fixe général</i>	852	Arrêté royal du 18 juillet 1972 relatif à l'exécution des articles 117 et 120 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région Bruxelles-Capitale	894
[<i>Section XXI. Actes exemptés du droit proportionnel et assujettis à un droit fixe spécifique de 10 euros</i>]	853	Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèque et de Greffe – Région wallonne	895
Chapitre V. Enregistrement en débet	854	Titre I. Droit d'enregistrement	895
Chapitre VI. Enregistrement gratuit	854		
Chapitre VII. Exemption de la formalité de l'enregistrement	855		
Chapitre VIII. [Dispositions diverses relatives à la liquidation des droits et au paiement du montant dû]	858		
Chapitre IX. Obligations en vue d'assurer la perception des droits	858		
<i>Section I. Mentions à insérer dans certains actes</i>	858		
<i>Section II. Prescriptions relatives à la délivrance des expéditions</i>	859		
<i>Section III. Répertoire des actes</i>	859		
<i>Section IV. Devoir de communication</i>	860		

Chapitre I. Formalité de l'enregistrement et établissement de l'impôt	895	Chapitre XII. Peines correctionnelles	934
Chapitre II. Division des droits et règles générales de perception	896	Chapitre XIII. Restitution	936
Chapitre III. Obligation de l'enregistrement	897	Chapitre XIV. Prescription	938
Section I. Actes et déclarations assujettis à la formalité	897	Chapitre XV. Poursuites et instances	938
Section II. Délais pour la présentation à la formalité	899	Chapitre XVI. Dispositions particulières relatives aux ventes publiques de meubles	939
Section III. Personnes tenues de l'obligation de l'enregistrement	899	Chapitre XVII. Renseignements à fournir par [l'Administration générale de la Documentation patrimoniale]	940
Section IV. Lieu de l'enregistrement	900	Chapitre XVIII. [Droit spécial sur la nationalité, les lettres patentes de noblesse et les autorisations de changer de nom ou de prénoms]	940
Section V. Sanctions	900	Section I. [Nationalité]	941
Chapitre IV. Fixation des droits	901	Section II. [Lettres patentes de noblesse et autorisations de changer de nom ou de prénoms]	941
Section I. Transmissions à titre onéreux de biens immeubles	901	Section III. [Dispositions communes aux sections II et III]	941
Section II. Ventes publiques de biens meubles corporels	908	Chapitre XIX. Amende spéciale pour dépôt tardif des actes de société soumis à publications	942
Section III. [...]	908	Titre II. Droit d'hypothèque	942
Section IV. Baux	908	Titre III. Droit de greffe	942
Section V. [...]	908	Chapitre I. Etablissement de l'impôt et fixation des droits	942
Section VI. Constitutions d'hypothèque [...]	908	Section I. Droit de mise au rôle	942
Section VII-VIII. [...]	909	Section Ibis. Droit de rédaction	943
Section IX. Mainlevées	909	Section II. Droit d'expédition	943
Section X. Partages	910	Section III. [...]	944
Section XI. [Sociétés]	910	Section IV. Droit d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et aux registres des groupements d'intérêt économique	944
Section XII. Donations	914	Chapitre II. Exemptions	944
Sous-section I. Dispositions générales	914	Chapitre III. Dispositions diverses	945
Sous-section II. Dispositions spécifiques aux donations d'entreprises	918	Section I. Mesures tendant à favoriser, par une réduction des droits d'enregistrement, la construction de nouveaux bâtiments	960
Section XIII. [...]	920	Section II. Dispositions diverses	960
Section XIV. Jugements et arrêts	920	Arrêté royal du 11 janvier 1940 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région wallonne	961
Section XV-XVII. [...]	921	Annexe I.	963
Section XVIII. [...]	921	Arrêté royal du 18 juillet 1972 relatif à l'exécution des articles 117 et 120 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région wallonne	964
Section XIX. Protêts	921	Code des Droits d'Enregistrement, d'Hypothèque et de Greffe - Dispositions fédérales, applicable pour la Région flamande	965
[Section XIXbis. Actes et écrits annexés]	921	Titre I. Droit d'enregistrement	965
Section XX. Actes exemptés du droit proportionnel et assujettis au droit fixe général	922	Chapitre I. Formalité de l'enregistrement et établissement de l'impôt	965
Section XXI. Actes exemptés du droit proportionnel et assujettis à un droit spécifique de 10 euros	924	Chapitre II. Division des droits et règles générales de perception	966
Chapitre V. Enregistrement en débet	925	Chapitre III. Obligation de l'enregistrement	967
Chapitre VI. Enregistrement gratuit	925	Section I. Actes et déclarations assujettis à la formalité	967
Chapitre VII. Exemption de la formalité de l'enregistrement	926	Section II. Délais pour la présentation à la formalité	969
Chapitre VIII. [Dispositions diverses relatives à la liquidation des droits et au paiement du montant dû]	928		
Chapitre IX. Obligations en vue d'assurer la perception des droits	929		
Section I. Mentions à insérer dans certains actes	929		
Section II. Prescriptions relatives à la délivrance des expéditions	929		
Section III. Répertoire des actes	930		
Section IV. Devoir de communication	930		
Section V. Obligations imposées aux officiers publics en vue d'assurer le recouvrement du droit d'enregistrement	932		
Chapitre X. Moyens de preuve	932		
Section I. Dispositions générales	932		
Section II. Expertise de contrôle	932		
Chapitre XI. Insuffisance d'estimation, dissimulation et simulation, sanctions	933		

Section III. Personnes tenues de l'obligation de l'enregistrement.	969	Chapitre XVI. Dispositions particulières relatives aux ventes publiques de meubles.	993
Section IV. Lieu de l'enregistrement.	970	Chapitre XVII. Renseignements à fournir par [l'Administration générale de la Documentation patrimoniale]	994
Section V. Sanctions.	970	Chapitre XVIII. [Droit spécial sur la nationalité, les lettres patentes de noblesse et les autorisations de changer de nom ou de prénoms]	994
Chapitre IV. Fixation des droits.	971	Section I. [Nationalité]	994
Section I. Transmissions à titre onéreux de biens immeubles.	971	Section II. [Lettres patentes de noblesse et autorisations de changer de nom ou de prénoms].	994
Section II. Ventes publiques de biens meubles corporels.	972	Section III. [Dispositions communes aux sections II et III].	995
Section III. [...]	972	Chapitre XIX. Amende spéciale pour dépôt tardif des actes de société soumis à publications	995
Section IV. Baux.	972	Titre II. Droit d'hypothèque.	995
Section V. [...]	973	Titre III. Droit de greffe.	996
Section VI. Constitutions d'hypothèque [...]	973	Chapitre I. Etablissement de l'impôt et fixation des droits	996
Section VII-VIII. [...]	973	Section I. Droit de mise au rôle.	996
Section IX. Mainlevées.	974	Section Ibis. Droit de rédaction.	996
Section X. Partages.	974	Section II. Droit d'expédition	997
Section XI. [Sociétés]	974	Section III. [...]	997
Section XII. Donations.	977	Section IV. Droit d'inscription au registre du commerce, au registre de l'artisanat et aux registres des groupements d'intérêt économique.	997
Sous-section I. Dispositions générales	977	Chapitre II. Exemptions.	997
Sous-section II. [Dispositions particulières pour des donations d'entreprises et de sociétés].	977	Chapitre III. Dispositions diverses.	998
Sous-section III. Dispositions particulières temporaires pour les donations de parcelles de terrain destinées à la construction d'habitations selon les prescriptions d'urbanisme	977	Section I. Mesures tendant à favoriser, par une réduction des droits d'enregistrement, la construction de nouveaux bâtiments	1014
Section XIII. [...]	977	Section II. Dispositions diverses.	1014
Section XIV. Jugements et arrêts.	977	Arrêté royal du 11 janvier 1940 relatif à l'exécution du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région flamande	1015
Section XV-XVII. [...]	978	Annexe I.	1016
Section XVIII. [...]	978	Annexe II.	1018
Section XIX. Protêts.	979	Arrêté royal du 18 juillet 1972 relatif à l'exécution des articles 117 et 120 du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe - Région flamande.	1019
[Section XIXbis. Actes et écrits annexés]	979	Droits de succession	1019
Section XX. Actes exemptés du droit proportionnel et assujettis au droit fixe général.	979	Code des droits de Succession - Région de Bruxelles-Capitale.	1019
Chapitre V. Enregistrement en débet.	979	Livre I. Droits de succession et de mutation par décès	1019
Chapitre VI. Enregistrement gratuit.	979	Chapitre I. Etablissement des droits	1019
Chapitre VII. Exemption de la formalité de l'enregistrement	980	Section I. Successions ab intestat et testamentaires	1019
Chapitre VIII. [Dispositions diverses relatives à la liquidation des droits et au paiement du montant dû]	982	Section II. Transmissions et dispositions assimilées aux mutations à cause de mort	1019
Chapitre IX. Obligations en vue d'assurer la perception des droits	983	Chapitre II. Actif imposable	1021
Section I. Mentions à insérer dans certains actes	983	Section I. Droit de succession	1021
Section II. Prescriptions relatives à la délivrance des expéditions.	983	Section II. Droit de mutation par décès.	1021
Section III. Répertoire des actes	984	Chapitre III. Evaluation de l'actif imposable	1021
Section IV. Devoir de communication	984	Section I. Règles générales	1021
Section V. Obligations imposées aux officiers publics en vue d'assurer le recouvrement du droit d'enregistrement.	986		
Chapitre X. Moyens de preuve	986		
Section I. Dispositions générales	986		
Section II. Expertise de contrôle	986		
Chapitre XI. Insuffisance d'estimation, dissimulation et simulation, sanctions	988		
Chapitre XII. Peines correctionnelles	988		
Chapitre XIII. Restitution	990		
Chapitre XIV. Prescription	991		
Chapitre XV. Poursuites et instances	992		

Section II. Règles particulières	1021	Section II. Mesures particulières	1065
Chapitre IV. Passif admissible	1022	Arrêté royal du 31 mars 1936 portant règlement général des droits de succession - Région Bruxelles-Capitale.	1066
Chapitre V. Déclaration de succession	1023	Annexe I.	1067
Section I. Obligation de déclarer	1023	Annexe II. [...]	1068
Section I. Personnes tenues de déclarer - Bureau compétent	1023	Annexe III. [...]	1068
Section III. Délai	1024	Annexe IV. [...]	1068
Section IV. Forme et contenance	1024	Code des Droits de Succession – Région wallonne	1068
Section V. Défaut de déclaration	1025	Livre I. Droits de succession et de mutation par décès	1068
Chapitre VI. Tarif des droits	1025	Chapitre I. Etablissement des droits	1068
Section I. Tarif général	1025	Section I. Successions ab intestat et testamentaires	1068
Section II. Règles particulières	1026	Section II. Transmissions et dispositions assimilées aux mutations à cause de mort	1068
Chapitre VII. Exemptions et réductions	1027	Chapitre II. Actif imposable	1069
Section I. Exemptions	1027	Section I. Droit de succession	1069
Section II. Réductions	1027	Section II. Droit de mutation par décès	1070
Chapitre VIII. Liquidation des droits	1030	Chapitre III. Evaluation de l'actif imposable	1070
Section I. Règles générales	1030	Section I. Règles générales	1070
Section II. Règles particulières	1031	Section II. Règles particulières	1070
Chapitre IX. Paiement des droits et amendes	1031	Chapitre IV. Passif admissible	1071
Section I. Obligation	1031	Chapitre V. Déclaration de succession	1072
Section II. Contribution	1031	Section I. Obligation de déclarer	1072
Section III. Délai de paiement	1031	Section II. Personnes tenues de déclarer – Bureau compétent	1072
Section IV. Intérêt moratoire	1032	Section III. Délai	1073
Section V. Modes de paiement	1032	Section IV. Forme et contenu	1073
Chapitre X. Garanties de l'état	1033	Section V. Défaut de déclaration	1074
Section I. Sécurité réelles	1033	Chapitre VI. Tarif des droits	1074
Section II. [Héritier habitant en dehors de l'Espace économique européen]	1034	Section I. Tarif général	1074
Chapitre XI. Obligations imposées à des tiers en vue d'assurer la juste perception des droits de succession dus par suite du décès d'habitants du royaume	1034	Section II. Règles particulières	1075
Chapitre XIbis. Disposition commune à tous les impôts	1037	Chapitre VII. Exemptions et réductions	1075
Chapitre XII. Moyens de preuve	1037	Section I. Exemptions	1075
Section I. Moyens de preuve de droit commun	1037	Section II. Réductions	1078
Section II. Moyens spéciaux de preuve	1037	Chapitre VIII. Liquidation des droits	1081
Section III. Expertise de contrôle	1038	Section I. Règles générales	1081
Chapitre XIII. Pénalités	1039	Section II. Règles particulières	1082
Section I. Amendes fiscales	1039	Chapitre IX. Paiement des droits et amendes	1082
Section II. Peines correctionnelles	1039	Section I. Obligation	1082
Chapitre XIV. Restitution des droits	1041	Section II. Contribution	1083
Chapitre XV. Prescription	1041	Section III. Délai de paiement	1083
Chapitre XVI. Poursuites et instances	1042	Section IV. Intérêt moratoire	1083
Chapitre XVII. Renseignements à fournir par [l'Administration générale de la Documentation patrimoniale]	1043	Section V. Modes de paiement	1084
[Chapitre XVIII. Dispositions communes à tous les impôts]	1043	Chapitre X. Garanties de l'état	1084
Livre II. Taxe compensatoire des droits de succession	1058	Section I. Sécurité réelles	1084
Chapitre I. Etablissement de la taxe	1058	Section II. [Héritier habitant en dehors de l'Espace économique européen]	1085
Chapitre II. Assiette de la taxe	1058	Chapitre XI. Obligations imposées à des tiers en vue d'assurer la juste perception des droits de succession dus par suite de décès d'habitants du royaume	1086
Chapitre III. Déclaration	1059	Chapitre XIbis. Disposition commune à tous les impôts	1088
Chapitre IV. Liquidation et paiement de la taxe	1059	Chapitre XII. Moyens de preuve	1088
Chapitre V. Dispositions diverses	1059	Section I. Moyens de preuve de droit commun	1088
Livre IIbis. [...]	1064	Section II. Moyens spéciaux de preuve	1089
Livre III. [...]	1065		
Section I. Mesures générales	1065		

Section III. Expertise de contrôle	1089	Chapitre III. Déclaration	1136
Chapitre XIII. Pénalités	1090	Chapitre IV. Liquidation et paiement de la taxe	1136
Section I. Amendes fiscales	1090	Chapitre V. Dispositions diverses	1136
Section II. Peines correctionnelles	1091	Livre IIbis. [...]	1141
Chapitre XIV. Restitution des droits	1092	Livre III. [...]	1141
Chapitre XV. Prescription	1093	Section I. Mesures générales	1142
Chapitre XVI. Poursuites et instances	1094	Section II. Mesures particulières	1142
Chapitre XVII. Renseignements à fournir par [l'Administration générale de la Documentation patrimoniale]	1095	Arrêté royal du 31 mars 1936 portant règle- ment général des droits de succession - Région flamande.	1143
[Chapitre XVIII. Dispositions communes à tous les impôts]	1095	Annexe I.	1143
Livre II. Taxe compensatoire des droits de succession	1110	Annexe II. [...]	1143
Chapitre I. Etablissement de la taxe	1110	Annexe III. [...]	1143
Chapitre II. Assiette de la taxe	1110	Annexe IV. [...]	1143
Chapitre III. Déclaration	1111		
Chapitre IV. Liquidation et paiement de la taxe	1111		
Chapitre V. Dispositions diverses	1111		
Livre IIbis. [...]	1117		
Livre III. [...]	1117		
Section I. Mesures générales	1117		
Section II. Mesures particulières	1117		
Arrêté royal du 31 mars 1936 portant règle- ment général des droits de succession - Région wallonne	1118		
Annexe I.	1119		
Annexe II. [...]	1120		
Annexe III. [...]	1120		
Annexe IV. [...]	1120		
Code des droits de Succession – Dispositions fédérales, applicables pour la Région flamande 1120			
Livre I. Droits de succession et de mutation par décès	1120		
Chapitre I. Etablissement des droits	1120		
Section I. Successions ab intestat et testamentaires	1120		
Section II. Transmissions et dispositions assimilées aux mutations à cause de mort	1120		
Chapitre VII. Exemptions et réductions	1120		
[Section II. Exemptions]	1120		
[Section III. Dispositions particulières pour acquérir des entreprises et des sociétés]	1122		
Chapitre IX. Paiement des droits et amendes	1122		
Section I. Obligation	1122		
Section II. Contribution	1122		
Section III. Délai de paiement	1122		
Chapitre XI. Obligations imposées à des tiers en vue d'assurer la juste perception des droits de succession dus par suite de décès d'habitants du royaume	1122		
Chapitre XVII. Renseignements à fournir par [l'Administration générale de la Documentation patrimoniale]	1125		
Livre II. Taxe compensatoire des droits de succession	1135		
Chapitre I. Etablissement de la taxe	1135		
Chapitre II. Assiette de la taxe	1135		
		Code de droit économique du 28 février 2013 (Extrait)	1147
		Livre I. Définitions	1147
		Titre 1. [Définitions générales]	1147
		Titre 2. Définitions propres à certains livres	1148
		Chapitre 1. [Définitions particulières au livre III]	1148
		Livre III. [Liberté d'établissement, de pres- tation de service et obligations générales des entreprises]	1149
		Titre 1. [Liberté d'établissement et de prestation de service]	1149
		Chapitre 1. [Champ d'application]	1149
		Chapitre 2. [Liberté d'établissement]	1150
		Section 1. [Régimes d'autorisation]	1150
		Section 2. [Autres exigences]	1151
		Chapitre 3. [Liberté de prestation de service]	1152
		Titre 2. [Banque-Carrefour des Entreprises et gui- chets d'entreprises agréés].	1153
		Chapitre 1. [Banque-Carrefour des Entreprises]	1153
		Section 1. [Création de la Banque-Carrefour des Entre- prises]	1153
		Section 2. [Inscription dans la Banque-Carrefour des Entreprises]	1153
		Section 3. [Attribution et utilisation des numéros d'entre- prise et des numéros d'unité d'établissement]	1154
		Section 4. [Accès et utilisation des données reprises dans la Banque-Carrefour des Entreprises]	1155
		Section 5. [Réalisation du principe de la collecte unique de données]	1156
		Section 6. [Inscription, modification ou radiation des don- nées erronées ou manquantes]	1156
		Section 7. [Dispositions particulières concernant le fonc- tionnement de la Banque-Carrefour des Entreprises]	1157
		Chapitre 2. [Entreprises soumises à inscription]	1158

Section 1. [Obligation d'inscription]	1158	Code de droit économique du 28 février 2013	
Section 2. [Obligation de modification]	1158	(Extrait)	1192
Section 3. [Obligation de radiation]	1159	[Livre XX. Insolvabilité des entreprises]	1192
Section 4. [Dispositions communes à l'inscription, la modification ou la radiation]	1159	[Titre 1. Principes généraux]	1192
Chapitre 3. [Organisation des guichets d'entreprises]	1159	[Chapitre 1. Champ d'application]	1192
Section 1. [Création et tâches des guichets d'entreprises]	1159	[Chapitre 2. Règles de procédure]	1192
Section 2. [Conditions d'agrément pour les guichets d'entreprises]	1160	[Chapitre 3. Registre]	1194
Section 3. [Obligations des guichets d'entreprises]	1161	[Chapitre 4. Praticiens de l'insolvabilité]	1195
Section 4. [Rémunération des guichets d'entreprises]	1161	[Titre 2. Détection des entreprises en difficulté]	1195
Titre 3. [Obligations générales des entreprises]	1162	[Chapitre 1. Collecte des données]	1196
Chapitre 1. [Information, transparence et non-discrimination]	1162	[Chapitre 2. Chambres des entreprises en difficulté]	1196
Section 1. [Obligations d'information et de transparence]	1162	[Titre 3. Mesures provisoires]	1197
Section 2. [Non-discrimination des clients]	1162	[Titre 4. Médiateur d'entreprise et accord amiable]	1198
Chapitre 2. [Comptabilité des entreprises]	1163	[Titre 5. Réorganisation judiciaire]	1199
Arrêtés royaux relatifs à la comptabilité des entreprises.	1167	[Chapitre 1. Dispositions générales]	1199
Arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises.	1167	[Section 1. Objectif]	1199
Arrêté royal du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 A III.95 du code de droit économique.	1167	[Section 2. Dossier de la réorganisation judiciaire]	1199
Titre 1. Règles concernant la comptabilité simplifiée des personnes physiques, des organisations sans personnalité juridique, des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite simple	1167	[Section 3. Requête en réorganisation judiciaire et la procédure subséquente]	1199
Titre 2. Tenue et conservation des livres	1168	[Section 4. Conditions pour l'ouverture d'une procédure de réorganisation judiciaire]	1200
Chapitre 1. Dispositions générales	1168	[Section 5. Jugement sur la requête en réorganisation et ses effets]	1201
Chapitre 2. Journaux auxiliaires	1168	[Section 6. Effets de la décision de réorganisation]	1202
Chapitre 3. Disposition spécifique pour les associations et les fondations qui tiennent une comptabilité simplifiée	1168	[Section 7. Prorogation du sursis]	1204
Chapitre 4. Succursales	1168	[Section 8. Modification de l'objectif de la procédure]	1204
Chapitre 5. Période de conservation	1168	[Section 9. Fin anticipée et clôture de la procédure]	1204
Titre 3. Plan comptable minimum normalisé des entreprises soumises à des obligations comptables autres que des associations et des fondations	1168	[Chapitre 2. Réorganisation judiciaire par accord amiable]	1205
Titre 4. Plan comptable minimum normalisé des associations et des fondations.	1168	[Chapitre 3. Réorganisation judiciaire par un accord collectif]	1205
Titre 5. Disposition abrogatoire	1169	[Chapitre 4. Réorganisation judiciaire par transfert d'entreprise sous autorité judiciaire]	1208
Titre 6. Entrée en vigueur	1169	[Titre 6. Faillite]	1210
Titre 7. Disposition d'exécution	1169	[Chapitre 1. Cessation de paiement et déclaration de faillite]	1211
Annexe 1. Plan comptable minimum normalisé des entreprises soumises à des obligations comptables autres que les associations et les fondations	1169	[Chapitre 2. Effets de la déclaration de faillite]	1213
Annexe 2. Modèle de journal normalisé pour associations et fondations	1180	[Chapitre 3. Administration et liquidation de la masse]	1214
Annexe 3. Plan comptable minimum normalisé des associations et fondations	1181	[Section 1. Désignation et missions des curateurs et des juges-commissaires]	1214
Annexe 4. Tableau de concordance	1191	[Section 2. Entrée en fonction et tâches des curateurs et des juges-commissaires]	1215
B. Droit de l'insolvabilité.	1192	[Section 3. Administration de la faillite]	1215
		[Chapitre 4. Déclaration et vérification des créances]	1218
		[Chapitre 5. Liquidation de la faillite]	1220
		[Chapitre 6. Effacement]	1221
		[Chapitre 7. Créanciers et cautions]	1221
		[Section 1. Codébiteurs, sûretés personnelles et cautions]	1221
		[Section 2. Créanciers nantis de gages et des créanciers privilégiés sur les biens meubles]	1222
		[Section 3. Droits des créanciers hypothécaires privilégiés sur les immeubles]	1222
		[Section 4. Effets de la faillite d'un des époux à l'égard de son conjoint]	1222
		[Section 5. Effets de la faillite sur la responsabilité des tiers pour le financement d'une nouvelle activité]	1223

[Chapitre 8. Répartition aux créanciers]	1223	Code des sociétés et des associations	1260
[Chapitre 9. Vente des immeubles du failli]	1223	Partie 1. Dispositions générales.	1260
[Chapitre 10. Revendication].	1223	Livre 1. Dispositions introductives	1260
[Titre 7. Insolvabilité transfrontalière]	1224	Titre 1. La société, l'association et la fondation.	1260
[Chapitre 1. Insolvabilité européenne].	1224	Titre 2. L'apport	1260
[Chapitre 2. Autres procédures d'insolvabilité à dimension internationale]	1225	Titre 3. Sociétés cotées et entités d'intérêt public.	1261
[Titre 8. Actions en responsabilité]	1226	Titre 4. Contrôle, sociétés mère et filiales	1261
[Titre 9. Interdictions et réhabilitations].	1227	Chapitre 1. Contrôle.	1261
[Chapitre 1. Interdictions].	1227	Chapitre 2. Consortium	1261
[Chapitre 2. Réhabilitation].	1228	Chapitre 3. Sociétés liées et associées.	1262
[Titre 10. Faillite rapportée]	1228	Chapitre 4. Participation et lien de participation	1262
[Titre 11. Evaluation des procédures d'insolvabilité]	1229	Titre 5. Dimension des sociétés et des groupes.	1262
C. Contrats de travail	1230	Chapitre 1. Petites sociétés	1262
Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail	1230	Chapitre 2. Groupes de taille réduite	1263
Titre I. Les contrats de travail en général	1230	Chapitre 3. Personnel	1263
Chapitre I. Dispositions générales	1230	Titre 6. Dimension des associations et des fondations	1263
Chapitre II. Obligations des parties	1233	Chapitre 1. Petites associations	1263
Chapitre III. Suspension de l'exécution du contrat.	1235	Chapitre 2. Petites fondations	1264
Chapitre IV. Fin du contrat	1240	Titre 7. Délais	1264
Chapitre V. Dispositions particulières concernant les travailleurs mineurs d'âge	1244	Titre 8. Le bénéficiaire effectif	1264
Titre II. Le contrat de travail d'ouvrier	1244	Titre 9. Disposition pénale générale	1264
Chapitre I. Généralités	1244	Livre 2. Dispositions communes aux personnes morales régies par le présent code	1264
Chapitre II. Rémunération en cas de suspension de l'exécution du contrat	1244	Titre 1. Disposition générale	1264
Chapitre III. Fin du contrat	1248	Titre 2. Engagements pris au nom d'une personne morale en formation	1264
Section I. [...]	1248	Titre 3. La dénomination et le siège d'une personne morale	1265
Section II. [...]	1250	Titre 4. Constitution et formalités de publicité.	1265
Titre III. Le contrat de travail d'employé.	1250	Chapitre 1. Forme de l'acte constitutif	1265
Chapitre I. Dispositions générales	1250	Chapitre 2. Acquisition de la personnalité juridique	1266
Chapitre II. Rémunération en cas de suspension de l'exécution du contrat	1250	Chapitre 3. Formalités de publicité.	1266
Chapitre II/1. [Régime de suspension totale de l'exécution du contrat et régime de travail à temps réduit]	1251	Section 1. Personnes morales belges	1266
Section I. [Champ d'application]	1251	Sous-section 1. Le dossier de la personne morale	1266
Section II. [Régime de suspension totale de l'exécution du contrat et régime de travail à temps réduit].	1252	Sous-section 2. Obligations de publication.	1270
Chapitre III. Fin du contrat	1254	Sous-section 3. Opposabilité.	1271
Section I. [...]	1254	Sous-section 4. De certaines indications à faire dans les actes	1271
Section II. [...]	1254	Section 2. Personnes morales étrangères disposant en Belgique d'une succursale	1271
Titre IV. Le contrat de travail de représentant de commerce	1254	Sous-section 1. Dossier de la personne morale étrangère disposant en Belgique d'une succursale	1271
Titre V. Le contrat de travail domestique	1256	Sous-section 2. Obligation de publication.	1273
Chapitre I. Généralités	1256	Sous-section 3. Opposabilité.	1273
Chapitre II. Obligations des parties	1256	Sous-section 4. De certaines indications à faire dans les actes émanant des succursales.	1273
Chapitre III. Suspension de l'exécution du contrat.	1256	Section 3. La protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.	1273
Chapitre IV. Fin du contrat	1256	Chapitre 4. Site internet de la personne morale et communications.	1274
Titre VI. Le contrat d'occupation de travailleur à domicile	1256	Chapitre 5. De la langue.	1274
Titre VII. Le contrat d'occupation d'étudiants.	1257	Titre 5. Nullité	1274
Titre VIII. Dispositions finales	1259	Chapitre 1. Procédure et effets de la nullité des personnes morales.	1274
D. Droit des sociétés.	1260	Section 1. Procédure et effets de la nullité des sociétés et des dispositions des statuts et de l'acte constitutif.	1274

Section 2. Procédure et effets de la nullité des associations et fondations	1274	Sous-section 5. Clôture et réouverture de la liquidation	1287
Chapitre 2. Règles de délibération, de nullité et de suspension des décisions d'organes de personnes morales et des décisions de l'assemblée générale des obligataires	1275	Sous-section 6. Responsabilité des liquidateurs	1289
Section 1. Règles de délibération	1275	Section 3. Liquidation des fondations	1289
Section 2. Nullité des décisions des organes, des décisions de l'assemblée générale des obligataires et des votes	1275	Titre 9. Actions et prescriptions	1289
Section 3. Procédure et effets de la nullité et de la suspension des décisions d'un organe ou de l'assemblée générale des obligataires	1275	Titre 10. Dispositions de droit international privé	1289
Titre 6. Administration	1275	Livre 3. Les comptes annuels	1290
Chapitre 1. Administration et représentation	1275	Titre 1. Comptes annuels des sociétés dotées de la personnalité juridique	1290
Chapitre 2. Responsabilité des administrateurs	1276	Chapitre 1. Comptes annuels, rapport de gestion et formalités de publicité	1290
Chapitre 3. Règlement d'ordre intérieur	1277	Section 1. Les comptes annuels	1290
Titre 7. Résolution des conflits internes	1277	Section 2. Le rapport de gestion	1290
Chapitre 1. Champ d'application et dispositions générales	1277	Section 3. Le rapport sur les paiements aux gouvernements	1293
Chapitre 2. De l'exclusion	1277	Section 4. Obligations de publicité	1293
Chapitre 3. Du retrait	1278	Sous-section 1. Sociétés belges	1293
Titre 8. De la dissolution et de la liquidation	1279	Sous-section 2. Rectification des comptes annuels	1296
Chapitre 1. Dissolution et liquidation des sociétés	1279	Sous-section 3. Sociétés étrangères	1296
Section 1. Dissolution des sociétés	1279	Chapitre 2. Les comptes consolidés, le rapport de gestion et les prescriptions en matière de publicité	1296
Sous-section 1. Disposition générale	1279	Section 1. Champ d'application	1296
Sous-section 2. Dissolution volontaire	1279	Section 2. Généralités: l'obligation de consolidation	1296
Sous-section 3. Dissolution de plein droit	1279	Section 3. Périmètre de consolidation et comptes consolidés	1298
Sous-section 4. Dissolution judiciaire	1279	Section 4. Rapport de gestion sur les comptes consolidés	1298
Section 2. Liquidation des sociétés	1280	Section 5. Rapport consolidé sur les paiements aux gouvernements	1299
Sous-section 1. Dispositions générales	1280	Section 6. Prescriptions en matière de publicité	1299
Sous-section 2. Clôture immédiate de la liquidation	1280	Chapitre 3. Arrêtés royaux d'exécution du présent titre et exceptions	1299
Sous-section 3. Liquidation par un ou plusieurs liquidateurs	1280	Chapitre 4. Dispositions pénales	1300
Sous-section 4. Pouvoirs du liquidateur	1281	Titre 2. Comptes annuels et budgets des associations	1300
Sous-section 5. Collège des liquidateurs	1282	Titre 3. Comptes annuels et budgets des fondations	1302
Sous-section 6. Opérations de la liquidation	1282	Titre 4. Le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés des sociétés dotées de la personnalité juridique	1303
Sous-section 7. Clôture de la liquidation	1283	Chapitre 1. Dispositions générales en matière de contrôle légal	1303
Sous-section 8. Réouverture de la liquidation	1284	Section 1. Définitions	1303
Sous-section 9. Responsabilité des liquidateurs	1284	Section 2. Nomination	1303
Section 3. Disposition pénale	1284	Section 3. Durée du mandat et nombre de mandats successifs	1303
Chapitre 2. Dissolution des associations et des fondations	1285	Section 4. Obligations	1304
Section 1. Dissolution des ASBL et des AISBL	1285	Sous-section 1. Principes d'indépendance	1304
Sous-section 1. Disposition générale	1285	Sous-section 2. Services non-audit	1304
Sous-section 2. Dissolution volontaire	1285	Sous-section 3. Rapport entre les honoraires relatifs au contrôle des comptes et les autres honoraires	1305
Sous-section 3. Dissolution de plein droit	1285	Section 5. Honoraires	1306
Sous-section 4. Dissolution judiciaire	1285	Section 6. Démission et révocation	1307
Section 2. Dissolution des fondations	1285	Section 7. Compétences	1307
Chapitre 3. Liquidation des associations et des fondations	1286	Section 8. Responsabilité	1307
Section 1. Dispositions générales	1286	Chapitre 2. Contrôle légal des comptes annuels	1308
Section 2. Liquidation des ASBL et des AISBL	1286	Chapitre 3. Contrôle légal des comptes consolidés	1309
Sous-section 1. Désignation des liquidateurs	1286	Section 1. Régime général	1309
Sous-section 2. Pouvoirs du liquidateur	1286	Section 2. Arrêtés royaux relatifs au contrôle des comptes consolidés	1310
Sous-section 3. Collège des liquidateurs	1287		
Sous-section 4. Opérations de la liquidation	1287		

Chapitre 4. Contrôle dans les sociétés où il existe un conseil d'entreprise	1310	Section 3. Restrictions à la cessibilité des titres	1322
Section 1. Nature du contrôle	1310	Section 4. Offre de reprise	1322
Section 2. Sociétés où un commissaire est nommé	1311	Titre 4. Organes de la société et assemblée générale des obligataires	1322
Section 3. Sociétés où aucun commissaire n'a été nommé	1311	Chapitre 1. Administration	1322
Section 4. Arrêtés royaux relatifs au contrôle dans les sociétés où il existe un conseil d'entreprise	1311	Section 1. Composition	1322
Chapitre 5. Dispositions pénales	1311	Section 2. Rémunération	1323
Titre 5. Le contrôle légal des comptes annuels des associations	1312	Section 3. Pouvoirs et fonctionnement	1323
Titre 6. Le contrôle légal des comptes annuels des fondations	1312	Section 4. Gestion journalière	1324
Titre 7. Pouvoir individuel d'investigation et de contrôle des associés, des actionnaires et des membres	1312	Chapitre 2. Assemblée générale des actionnaires	1324
Partie 2. Les sociétés	1312	Section 1. Dispositions communes	1324
Livre 4. La société simple, la société en nom collectif et la société en commandite	1312	Sous-section 1. Egalité de traitement	1324
Titre 1. Dispositions introductives	1312	Sous-section 2. Pouvoirs	1324
Titre 2. Les parts d'associé	1313	Sous-section 3. Convocation de l'assemblée générale	1324
Titre 3. L'administration des affaires sociales	1313	Sous-section 4. Assemblée générale écrite	1324
Titre 4. Les décisions des associés réunis en assemblée	1313	Sous-section 5. Participation à l'assemblée générale	1324
Titre 5. Le patrimoine social et les droits des créanciers	1313	Sous-section 6. Tenue de l'assemblée générale	1325
Titre 6. La dissolution de la société, le retrait et l'exclusion d'un associé	1313	Sous-section 7. Modalités de l'exercice du droit de vote	1326
Titre 7. Dispositions spécifiques à la société en nom collectif et la société en commandite	1314	Section 2. Assemblée générale ordinaire	1326
Livre 5. La société à responsabilité limitée	1315	Section 3. Assemblée générale extraordinaire	1326
Titre 1. Nature et qualification	1315	Sous-section 1. Modification des statuts en général	1326
Titre 2. Constitution	1315	Sous-section 2. Modification de l'objet et des buts	1326
Chapitre 1. Capitaux propres de départ	1315	Sous-section 3. Modification des droits attachés aux classes d'actions	1326
Chapitre 2. Souscription des actions	1315	Chapitre 3. De l'action sociale et de l'action minoritaire	1327
Section 1. Souscription intégrale	1315	Section 1. De l'action sociale	1327
Section 2. Apport en nature	1315	Section 2. De l'action minoritaire	1327
Chapitre 3. Libération des apports	1316	Section 3. Experts	1327
Chapitre 4. Formalités de constitution	1316	Chapitre 4. Assemblée générale des obligataires	1327
Chapitre 5. Nullité	1317	Section 1. Champ d'application	1327
Chapitre 6. Garantie et responsabilités	1317	Section 2. Pouvoirs	1327
Titre 3. Des titres et de leur transfert	1317	Section 3. Convocation de l'assemblée générale des obligataires	1327
Chapitre 1. Dispositions générales	1317	Section 4. Participation à l'assemblée générale des obligataires	1328
Chapitre 2. De la forme des titres	1317	Section 5. Tenue de l'assemblée générale des obligataires	1328
Section 1. Titres nominatifs	1317	Section 6. Modalités de l'exercice du droit de vote	1328
Section 2. Titres dématérialisés	1318	Titre 5. Du patrimoine de la société	1328
Chapitre 3. Des différentes catégories de titres	1319	Chapitre 1. Apports supplémentaires et émission de nouvelles actions	1328
Section 1. Des actions	1319	Section 1. Dispositions communes	1328
Sous-section 1. Dispositions générales	1319	Section 2. Apports en numéraire	1329
Sous-section 2. Actions sans droit de vote	1320	Sous-section 1. Droit de préférence	1329
Section 2. Des classes d'actions	1320	Sous-section 2. Limitation et suppression du droit de préférence	1329
Section 3. Certificats	1320	Sous-section 3. Libération des apports en numéraire	1330
Section 4. Obligations	1320	Section 3. Apport en nature	1330
Sous-section 1. Dispositions générales	1320	Section 4. Délégation de pouvoirs à l'organe d'administration	1331
Sous-section 2. Des obligations convertibles	1321	Sous-section 1. Principes	1331
Section 5. Des droits de souscription	1321	Sous-section 2. Limitations	1331
Chapitre 4. Du transfert de titres	1321		
Section 1. Dispositions générales	1321		
Section 2. Du transfert des actions	1321		

Sous-section 3. Emission d'actions par l'organe d'administration	1331	Sous-section 5. Participation à l'assemblée générale	1343
Section 5. Garantie et responsabilité	1331	Sous-section 6. Tenue de l'assemblée générale	1343
Chapitre 2. Maintien du patrimoine de la société	1332	Sous-section 7. Modalités de l'exercice du droit de vote	1344
Section 1. Des distributions aux actionnaires et tantièmes	1332	Section 2. Assemblée générale ordinaire	1344
Section 2. De l'acquisition d'actions ou de certificats propres	1332	Section 3. Assemblée générale extraordinaire	1344
Sous-section 1. Conditions de l'acquisition	1332	Sous-section 1. Modification des statuts en général	1344
Sous-section 2. Sort des actions et des certificats acquis	1332	Sous-section 2. Modification de l'objet, des buts, de la finalité ou des valeurs	1344
Sous-section 3. Mentions dans les documents sociaux	1333	Sous-section 3. Modification des droits attachés aux classes d'actions	1344
Section 3. Financement de l'acquisition d'actions ou de certificats de la société par des tiers	1333	Chapitre 3. De l'action sociale et de l'action minoritaire	1345
Section 4. Procédure de sonnette d'alarme	1333	Section 1. De l'action sociale	1345
Titre 6. Démission et exclusion à charge du patrimoine social	1334	Section 2. De l'action minoritaire	1345
Titre 7. Durée et dissolution	1334	Section 3. Experts	1345
Titre 8. Dispositions pénales	1334	Chapitre 4. Assemblée générale des obligataires	1345
Livre 6. La société coopérative	1335	Section 1. Champ d'application	1345
Titre 1. Nature et qualification	1335	Section 2. Pouvoirs	1345
Titre 2. Constitution	1335	Section 3. Convocation de l'assemblée générale des obligataires	1345
Chapitre 1. Dispositions générales	1335	Section 4. Participation à l'assemblée générale des obligataires	1346
Chapitre 2. Capitaux propres de départ	1335	Section 5. Tenue de l'assemblée générale des obligataires	1346
Chapitre 3. Souscription des actions	1335	Section 6. Modalités de l'exercice du droit de vote	1346
Section 1. Souscription intégrale	1335	Titre 5. Du patrimoine de la société	1346
Section 2. Apport en nature	1335	Chapitre 1. Emission d'actions nouvelles et admission	1346
Chapitre 4. Libération des apports	1336	Section 1. Dispositions communes	1346
Chapitre 5. Formalités de constitution	1336	Section 2. Apport en nature	1347
Chapitre 6. Nullité	1337	Section 3. Garantie et responsabilité	1348
Chapitre 7. Garantie et responsabilités	1337	Chapitre 2. Maintien du patrimoine de la société	1348
Titre 3. Des titres et de leur transfert	1337	Section 1. Des distributions aux actionnaires et tantièmes	1348
Chapitre 1. Dispositions générales	1337	Section 2. Financement de l'acquisition d'actions de la société par des tiers	1348
Chapitre 2. De la forme des titres	1337	Section 3. Procédure de sonnette d'alarme	1348
Section 1. Titres nominatifs	1337	Titre 6. Démission et exclusion à charge du patrimoine social	1349
Section 2. Titres dématérialisés	1338	Section 1. Démission	1349
Chapitre 3. Des différentes catégories de titres	1339	Section 2. Perte de qualité	1349
Section 1. Des actions	1339	Section 3. Exclusion	1349
Section 2. Des classes d'actions	1340	Section 4. Publication du nombre d'actions, par classe	1350
Section 3. Des obligations	1340	Titre 7. Durée et dissolution	1350
Chapitre 4. Du transfert de titres	1340	Titre 8. Dispositions pénales	1350
Section 1. Dispositions générales	1340	Livre 7. La société anonyme	1350
Section 2. Du transfert des actions	1340	Titre 1. Nature et qualification	1350
Section 3. Restrictions à la cessibilité des titres	1341	Titre 2. Constitution	1350
Titre 4. Organes de la société et assemblée générale des obligataires	1341	Chapitre 1. Montant du capital	1350
Chapitre 1. Administration	1341	Chapitre 2. Souscription du capital	1350
Section 1. Composition	1341	Section 1. Intégralité de la souscription	1350
Section 2. Rémunération	1341	Section 2. Apport en nature	1350
Section 3. Pouvoirs et fonctionnement	1341	Section 3. Quasi-apport	1351
Section 4. Gestion journalière	1342	Chapitre 3. Libération du capital	1352
Chapitre 2. Assemblée générale des actionnaires	1342	Chapitre 4. Formalités de constitution	1352
Section 1. Dispositions communes	1342	Section 1. Procédé de constitution	1352
Sous-section 1. Egalité de traitement	1342	Section 2. Mentions de l'acte constitutif	1352
Sous-section 2. Pouvoirs	1342		
Sous-section 3. Convocation de l'assemblée générale	1343		
Sous-section 4. Assemblée générale écrite	1343		

Chapitre 5. Nullité	1353	Sous-section 2. Modification de l'objet et des buts	1377
Chapitre 6. Garantie et responsabilités	1353	Sous-section 3. Modification des droits attachés à des classes d'actions ou de parts bénéficiaires	1377
Titre 3. Des titres et de leur transfert.	1353	Chapitre 3. De l'action sociale et de l'action minori- taire	1377
Chapitre 1. Dispositions générales	1353	Section 1. De l'action sociale	1377
Chapitre 2. De la forme des titres	1353	Section 2. De l'action minoritaire	1377
Section 1. Titres nominatifs	1353	Section 3. Experts	1378
Section 2. Titres dématérialisés	1354	Chapitre 4. Assemblée générale des obligataires	1378
Chapitre 3. Des différentes catégories de titres	1356	Section 1. Champ d'application	1378
Section 1. Des actions	1356	Section 2. Pouvoirs	1378
Sous-section 1. Dispositions générales	1356	Section 3. Convocation de l'assemblée générale des obliga- taires	1378
Sous-section 2. Des actions sans droit de vote	1357	Section 4. Participation à l'assemblée générale des obliga- taires	1378
Section 2. Des parts bénéficiaires	1357	Section 5. Tenue de l'assemblée générale des obligataires	1378
Section 3. Des classes d'actions ou de parts bénéficiaires	1357	Section 6. Modalités d'exercice du droit de vote	1379
Section 4. Des certificats	1357	Titre 5. Du capital	1379
Section 5. Des obligations	1357	Chapitre 1. Augmentation du capital	1379
Sous-section 1. Dispositions générales	1357	Section 1. Dispositions communes	1379
Sous-section 2. Des obligations convertibles	1358	Section 2. Augmentation de capital par apports en numé- raire	1380
Section 6. Des droits de souscription	1358	Sous-section 1. Droit de préférence	1380
Chapitre 4. Du transfert de titres	1358	Sous-section 2. Limitation du droit de préférence	1381
Section 1. Dispositions générales	1358	Sous-section 3. Libération des apports en numé- raire	1382
Section 2. Restrictions à la cessibilité des titres	1359	Section 3. Augmentation de capital par apports en nature	1382
Section 3. L'offre de reprise	1359	Section 4. Le capital autorisé	1383
Section 4. Publicité des participations importantes	1360	Sous-section 1. Principes	1383
Titre 4. Organes de la société et assemblée générale des obligataires.	1360	Sous-section 2. Limitations	1383
Chapitre 1. Administration	1360	Sous-section 3. Mentions dans le rapport de ges- tion	1384
Section 1. Administration moniste	1360	Section 5. Augmentation de capital destinée au personnel	1384
Sous-section 1. Composition	1360	Section 6. Garantie et responsabilités	1384
Sous-section 2. Rémunération	1361	Chapitre 2. Réduction du capital	1384
Sous-section 3. Pouvoirs et fonctionnement du conseil d'administration	1362	Chapitre 3. Maintien du capital	1385
Sous-section 4. Comités au sein du conseil d'ad- ministration	1363	Section 1. De la répartition bénéficiaire	1385
Section 2. L'administrateur unique	1365	Sous-section 1. Constitution d'un fonds de ré- serve	1385
Section 3. Administration duale	1366	Sous-section 2. Bénéfices distribuables	1385
Sous-section 1. Organes et composition	1366	Sous-section 3. Acompte sur dividendes	1385
Sous-section 2. Rémunération	1366	Sous-section 4. Sanction	1385
Sous-section 3. Pouvoirs et fonctionnement	1366	Section 2. De l'acquisition d'actions, de parts bénéfi- ciaires ou de certificats propres	1385
Sous-section 4. Comités au sein du conseil de surveillance	1368	Sous-section 1. De l'acquisition d'actions, de parts bénéficiaires ou de certificats propres par la société elle-même	1385
Section 4. Gestion journalière	1370	Sous-section 2. Acquisition d'actions, de parts bénéficiaires ou de certificats de la société par une société filiale	1387
Section 5. Responsabilités	1370	Sous-section 3. Prise en gage d'actions, de parts bénéficiaires ou de certificats propres	1388
Chapitre 2. Assemblée générale des actionnaires	1370	Section 3. Financement de l'acquisition des actions, des parts bénéficiaires ou des certificats de la société par un tiers	1388
Section 1. Dispositions communes	1370	Section 4. Procédure de sonnette d'alarme	1388
Sous-section 1. Egalité de traitement	1370	Titre 6. Durée et dissolution	1389
Sous-section 2. Pouvoirs	1371		
Sous-section 3. Convocation de l'assemblée gé- nérale	1371		
Sous-section 4. Assemblée générale écrite	1373		
Sous-section 5. Participation à l'assemblée gé- nérale	1373		
Sous-section 6. Tenue de l'assemblée générale	1374		
Sous-section 7. Modalités d'exercice du droit de vote	1374		
Section 2. Assemblée générale ordinaire	1376		
Section 3. Assemblée générale spéciale	1376		
Section 4. Assemblée générale extraordinaire	1376		
Sous-section 1. Modification des statuts: généra- lités	1376		

<i>Titre 7. Dispositions pénales.</i>	1389	<i>Section 1. Composition</i>	1395
<i>Livre 8. Agrément de sociétés</i>	1389	<i>Section 2. Pouvoirs et fonctionnement</i>	1395
<i>Titre 1. L'agrément comme groupement forestier.</i>	1389	<i>Section 3. Gestion journalière</i>	1396
<i>Titre 2. L'agrément comme entreprise agricole</i>	1389	Titre 3. Libéralités.	1396
<i>Titre 3. L'agrément de la société coopérative, comme entreprise sociale ou non</i>	1389	Titre 4. Fondations étrangères	1396
<i>Titre 4. Dissolution judiciaire</i>	1390	Partie 4. Restructuration et transformation	1396
Partie 3. Les associations et les fondations	1390	Livre 12. Restructuration de sociétés.	1396
<i>Livre 9. ASBL</i>	1390	<i>Titre 1. Dispositions introductives et définitions</i>	1396
<i>Titre 1. Dispositions générales</i>	1390	Chapitre 1. Disposition introductive	1396
Chapitre 1. Dispositions introductives	1390	Chapitre 2. Définitions	1396
Chapitre 2. Membres et registre des membres	1390	<i>Section 1. Fusions</i>	1396
Chapitre 3. Nullité	1390	<i>Section 2. Scissions</i>	1397
Titre 2. Organes	1391	<i>Section 3. Opérations assimilées</i>	1397
Chapitre 1. Administration	1391	<i>Section 4. Apports d'universalité ou de branche d'activités</i>	1397
<i>Section 1. Composition</i>	1391	Titre 2. La réglementation des fusions, scissions et opérations assimilées	1398
<i>Section 2. Pouvoirs et fonctionnement</i>	1391	Chapitre 1. Dispositions communes	1398
<i>Section 3. Gestion journalière</i>	1391	<i>Section 1. Fusion ou scission de sociétés en liquidation ou en faillite.</i>	1398
<i>Section 4. Dépassement de l'objet</i>	1392	<i>Section 2. Effets juridiques de la fusion ou de la scission</i>	1398
Chapitre 2. L'assemblée générale des membres	1392	<i>Section 3. Opposabilité de la fusion ou de la scission</i>	1398
<i>Section 1. Dispositions communes</i>	1392	<i>Section 4. Fixation de sûretés</i>	1398
Sous-section 1. Compétences	1392	<i>Section 5. Responsabilité</i>	1398
Sous-section 2. Convocation de l'assemblée générale	1392	<i>Section 6. Nullité de la fusion ou de la scission</i>	1399
Sous-section 3. Participation à l'assemblée générale	1392	Chapitre 2. Procédure à suivre lors de la fusion de sociétés	1399
Sous-section 4. Tenue de l'assemblée générale	1392	<i>Section 1. Procédure de fusion par absorption.</i>	1399
<i>Section 2. L'assemblée générale ordinaire</i>	1392	<i>Section 2. Procédure de fusion par constitution d'une nouvelle société.</i>	1402
<i>Section 3. L'assemblée générale extraordinaire.</i>	1392	<i>Section 3. Procédure des opérations assimilées à la fusion par absorption.</i>	1405
Titre 3. Libéralités.	1393	Chapitre 3. Procédure à suivre lors de la scission de sociétés	1407
Titre 4. Démission et exclusion de membres.	1393	<i>Section 1. Procédure de scission par absorption.</i>	1407
Titre 5. Agrément de l'ASBL comme union professionnelle	1393	<i>Section 2. Procédure de scission par constitution de nouvelles sociétés.</i>	1411
Titre 6. Associations étrangères	1393	<i>Section 3. Procédure de scission mixte</i>	1414
Livre 10. AISBL	1394	Titre 3. Apports d'universalité ou de branche d'activité.	1414
Titre 1. Dispositions générales	1394	Chapitre 1. Procédure	1414
Chapitre 1. Dispositions introductives	1394	Chapitre 2. Effets juridiques	1415
Chapitre 2. Nullité	1394	Chapitre 3. Opposabilité	1415
Titre 2. Organes	1394	Chapitre 4. Fixation de sûretés	1416
Chapitre 1. L'assemblée générale des membres	1394	Chapitre 5. Responsabilité	1416
<i>Section 1. Dispositions communes</i>	1394	Chapitre 6. Apport effectué par une personne physique	1416
Sous-section 1. Compétences	1394	Chapitre 7. Sanction	1416
Sous-section 2. Convocation de l'assemblée générale	1394	Titre 4. Des cessions d'universalité ou de branche d'activité	1416
Sous-section 3. Participation à l'assemblée générale	1394	Titre 5. Dispositions d'exception.	1416
<i>Section 2. L'assemblée générale ordinaire</i>	1394	Titre 6. Règles spécifiques concernant les fusions transfrontalières et opérations assimilées.	1417
Chapitre 2. Administration	1394	Chapitre 1. Dispositions communes	1417
<i>Section 1. Administration et représentation</i>	1394	<i>Section 1. Disposition introductive</i>	1417
<i>Section 2. Gestion journalière</i>	1394	<i>Section 2. Rémunération de l'apport</i>	1417
Titre 3. Libéralités.	1394	<i>Section 3. Effets juridiques de la fusion transfrontalière.</i>	1417
Livre 11. Fondations	1395	<i>Section 4. Opposabilité de la fusion transfrontalière</i>	1417
Titre 1. Dispositions générales	1395	<i>Section 5. Nullité de la fusion transfrontalière</i>	1417
Chapitre 1. Dispositions introductives	1395		
Chapitre 2. Nullité	1395		
Titre 2. Organes	1395		
Chapitre 1. Administration	1395		

Chapitre 2. Procédure à suivre lors de la fusion transfrontalière de sociétés	1417	Titre 1. Dispositions générales	1431
Livre 13. Restructuration d'associations et de fondations.	1420	Chapitre 1. Définitions et droit applicable	1431
Titre 1. La réglementation des fusions et scissions	1420	Chapitre 2. Siège	1431
Chapitre 1. Dispositions générales	1420	Titre 2. Constitution	1431
Chapitre 2. Conditions et procédures à suivre	1421	Chapitre 1. Constitution par voie de fusion	1431
Chapitre 3. Opposabilité aux tiers	1421	Section 1. Disposition introductive	1431
Chapitre 4. Fixation des sûretés	1422	Section 2. Procédure	1431
Chapitre 5. Nullité de l'opération	1422	Section 3. Contrôle de la légalité	1432
Titre 2. Apports à titre gratuit d'universalité ou de branche d'activité.	1422	Section 4. Immatriculation et publicité	1432
Livre 14. Transformation des sociétés, des associations et des fondations.	1422	Chapitre 2. Constitution par voie de holding	1432
Titre 1. Transformation des sociétés.	1422	Chapitre 3. Transformation d'une société anonyme en SE	1432
Chapitre 1. Disposition générale	1422	Chapitre 4. Participation à une SE par une société ayant son administration centrale en dehors de l'Union européenne	1432
Chapitre 2. Transformation nationale	1423	Titre 3. Administration	1432
Section 1. Disposition introductive	1423	Chapitre 1. Disposition générale	1432
Section 2. Formalités précédant la décision de transformation d'une société	1423	Chapitre 2. Administration moniste	1432
Section 3. Décision de transformation	1423	Chapitre 3. Administration duale	1432
Section 4. Responsabilités à l'occasion de la transformation	1424	Titre 4. Transfert du siège statutaire	1432
Section 5. Disposition propre à la société en nom collectif	1424	Titre 5. Comptes annuels et comptes consolidés, et contrôle de ceux-ci - Dispositions particulières applicables à l'administration duale.	1433
Chapitre 3. Transformation transfrontalière	1424	Titre 6. Dissolution et liquidation.	1433
Section 1. Dispositions introductives	1424	Titre 7. Transformation d'une SE en SA.	1433
Section 2. Emigration	1425	Titre 8. Dispositions pénales	1433
Sous-section 1. Formalités précédant la décision de transformation transfrontalière	1425	Livre 16. La société coopérative européenne.	1433
Sous-section 2. Décision de transformation transfrontalière	1425	Titre 1. Dispositions générales	1433
Section 3. Immigration	1426	Chapitre 1. Définitions et droit applicable	1433
Titre 2. Transformation d'une société en ASBL ou en AISBL	1426	Chapitre 2. Siège	1433
Titre 3. Transformation d'une ASBL en SCES agréée ou en SC agréée comme ES	1427	Chapitre 3. Membres investisseurs	1433
Titre 4. Transformation des associations.	1428	Titre 2. Constitution	1433
Chapitre 1. Transformation nationale	1428	Chapitre 1. Constitution par voie de fusion	1433
Chapitre 2. Transformation transfrontalière	1428	Section 1. Disposition introductive	1433
Section 1. Dispositions introductives	1428	Section 2. Procédure	1433
Section 2. Emigration	1428	Section 3. Contrôle de la légalité	1433
Sous-section 1. Formalités précédant la décision de transformation transfrontalière	1428	Section 4. Immatriculation et publicité	1434
Sous-section 2. Décision de transformation transfrontalière	1429	Chapitre 2. Transformation d'une société coopérative en société coopérative européenne	1434
Section 3. Immigration	1429	Chapitre 3. Participation à une SCE d'une société dont l'administration centrale ne se trouve pas sur le territoire de l'Union européenne	1434
Titre 5. Transformation de fondations	1430	Titre 3. Organes.	1434
Chapitre 1. Transformation nationale	1430	Chapitre 1. Administration	1434
Chapitre 2. Transformation transfrontalière	1430	Section 1. Disposition générale	1434
Section 1. Dispositions introductives	1430	Section 2. Administration moniste	1434
Section 2. Emigration	1430	Section 3. Administration duale	1434
Sous-section 1. Formalités précédant la décision de transformation transfrontalière	1430	Chapitre 2. Droit de vote	1434
Sous-section 2. Décision de transformation transfrontalière	1430	Chapitre 3. Assemblées de section ou de branche	1435
Section 3. Immigration	1431	Titre 4. Capital et actions	1435
Partie 5. Les formes légales européennes	1431	Titre 5. Transfert du siège statutaire	1435
Livre 15. La société européenne	1431	Titre 6. Comptes annuels et comptes consolidés, et contrôle de ceux-ci - Dispositions particulières applicables à l'administration duale.	1435
		Titre 7. Dissolution et liquidation.	1435
		Titre 8. Transformation d'une SCE en SC.	1435
		Titre 9. Dispositions pénales	1435

Livre 17. Le parti politique européen et la fondation politique européenne	1435	Sous-section 11. Règles particulières relatives aux éléments acquis dans le cadre d'une fusion, d'une scission ou d'une opération y assimilée	1459
<i>Titre 1. Le parti politique européen.</i>	1435	Sous-section 12. Règles particulières relatives aux éléments acquis dans le cadre d'un apport de branche d'activité ou d'une universalité de biens	1460
<i>Titre 2. La fondation politique européenne</i>	1436	Chapitre 3. Structure des comptes annuels	1460
Livre 18. Le groupement européen d'intérêt économique.	1436	Chapitre 4. Publicité des comptes annuels et des comptes consolidés.	1461
<i>Titre 1. Dispositions générales</i>	1436	<i>Section 1. Présentation des comptes annuels et des comptes consolidés dont le Code des sociétés et des associations prescrit le dépôt.</i>	1461
Chapitre 1. Définition et droit applicable	1436	Sous-section 1. Etablissement des comptes annuels dont le Code des sociétés et des associations prescrit la publicité	1461
Chapitre 2. Membres	1436	Sous-section 2. Etablissement des comptes consolidés des sociétés dotées de la personnalité juridique dont le Code des sociétés et des associations prescrit la publicité.	1461
Chapitre 3. Ester en justice.	1437	<i>Section 2. Publicité</i>	1461
Chapitre 4. Administration	1437	Titre 2. Comptes annuels et comptes annuels consolidés de sociétés avec personnalité juridique: dispositions particulières	1464
<i>Titre 2. Disposition de droit social</i>	1437	Chapitre 1. Comptes annuels	1464
<i>Titre 3. Dispositions fiscales.</i>	1437	<i>Section 1. Règles d'évaluation: dispositions particulières</i>	1464
Annexe. Tableau de concordance.	1437	<i>Section 2. Forme et contenu des comptes annuels</i>	1465
Arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations.	1450	Sous-section 1. Comptes annuels complets.	1465
Livre 1. Constitution et formalités de publicité	1450	Sous-section 2. Comptes annuels abrégés	1471
Livre 2. Procédure de consignation et sort des actifs en cas de dissolution judiciaire	1453	Sous-section 3. Microschéma des comptes annuels	1472
<i>Titre 1. Dissolution judiciaire des sociétés</i>	1453	Sous-section 4. Contenu de certaines rubriques	1473
<i>Titre 2. Dissolution judiciaire des associations</i>	1453	<i>Section 3. Dispositions diverses et transitoires.</i>	1480
Livre 3. Comptes annuels, comptes consolidés et formalités de publicité	1453	Chapitre 2. Comptes annuels consolidés	1480
<i>Titre 1. Règles communes aux sociétés dotées de la personnalité juridique, ASBL, AISBL et fondations.</i>	1453	<i>Section 1. Périmètre de consolidation.</i>	1480
Chapitre 1. Principes généraux	1453	<i>Section 2. Principes généraux.</i>	1480
Chapitre 2. Règles d'évaluation	1454	<i>Section 3. Règles d'évaluation</i>	1482
<i>Section 1. Principes généraux.</i>	1454	<i>Section 4. Méthodes de consolidation</i>	1483
<i>Section 2. Valeur d'acquisition - Principes</i>	1454	Sous-section 1. Principes généraux	1483
<i>Section 3. Amortissements et réductions de valeur</i>	1456	Sous-section 2. La consolidation par intégration globale.	1483
<i>Section 4. Provisions</i>	1456	Sous-section 3. La consolidation par intégration proportionnelle	1484
<i>Section 5. Plus-values de réévaluation</i>	1456	<i>Section 5. La mise en équivalence.</i>	1484
<i>Section 6. Règles particulières</i>	1457	<i>Section 6. Forme et contenu des comptes annuels consolidés</i>	1485
Sous-section 1. Règles particulières aux frais d'établissement	1457	Sous-section 1. Principes généraux	1485
Sous-section 2. Règles particulières relatives aux immobilisations incorporelles.	1457	Sous-section 2. Comptes annuels consolidés.	1485
Sous-section 3. Règles particulières relatives aux immobilisations corporelles	1457	Sous-section 3. Contenu de certaines rubriques des comptes consolidés	1489
Sous-section 4. Règles particulières relatives aux immobilisations financières	1458	Titre 3. Comptes annuels des ASBL, AISBL et fondations autres que celles visées par les articles 3:47, § 2, et 3:51, § 2, du Code des sociétés et des associations: dispositions particulières	1489
Sous-section 5. Règles particulières relatives aux créances à plus d'un an et à un an au plus	1458	Chapitre 1. Comptes annuels	1489
Sous-section 6. Règles particulières relatives aux stocks	1458	<i>Section 1. Règles d'évaluation: dispositions particulières</i>	1489
Sous-section 7. Règles particulières relatives aux commandes en cours d'exécution.	1458	<i>Section 2. Forme et contenu des comptes annuels</i>	1489
Sous-section 8. Règles particulières relatives aux placements de trésorerie et aux valeurs disponibles	1459	Sous-section 1. Bilan social	1489
Sous-section 9. Règles particulières relatives aux impôts différés	1459		
Sous-section 10. Règles particulières relatives aux dettes	1459		

Sous-section 2. Comptes annuels selon le schéma complet	1489	<i>Titre 1. Le caractère public d'une sollicitation de pro-</i>	<i>curacion</i>	1512
Sous-section 3. Comptes annuels abrégés	1494	<i>Titre 2. Acquisition de titres propres par les sociétés</i>	<i>cotées et les sociétés dont les titres sont admis aux né-</i>	
Sous-section 4. Microschéma des comptes annuels	1495	<i>gociations sur un MTF.</i>	1512	
Sous-section 5. Contenu de certaines rubriques	1496	Livre 9. Dispositions diverses.	1514	
Chapitre 2. Dispositions diverses	1503	<i>Titre 1. Dispositions abrogatoires.</i>	1514	
Titre 4. Comptes annuels des ASBL, AISBL et fondations qui tiennent une comptabilité simplifiée.	1503	<i>Titre 2. Dispositions modificatives</i>	1515	
Chapitre 1. Généralités	1503	Chapitre 1. Modification de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif aux offres publiques de reprise.	1515	
Chapitre 2. Règles d'évaluation	1503	Chapitre 2. Modification de l'arrêté royal du 21 octobre 2018 portant exécution des articles III.82 à III.95 du Code de droit économique.	1515	
Chapitre 3. Forme et contenu des comptes annuels.	1504	Chapitre 3. Modification de l'arrêté royal du 24 décembre 1934 relatif à l'application des lois sur la dépossession involontaire de titres au porteur	1516	
Chapitre 4. Publicité	1504	<i>Titre 3. Entrée en vigueur</i>	1516	
Livre 4. Présentation aux conseils d'entreprise de candidats à la mission de commissaire ou de réviseur d'entreprises	1505	<i>Titre 4. Disposition d'exécution</i>	1516	
Livre 5. Le bilan social	1506	Annexe 1. Formulaire I de demande d'immatriculation (volets A et C) et de publication dans les Annexes au Moniteur belge (volet B).	1517	
<i>Titre 1. Principes généraux</i>	1506	Annexe 2. Formulaire II de demande d'inscription modificative de l'immatriculation dans la BCE	1521	
<i>Titre 2. Contenu bilan social</i>	1506	Annexe 3. Sociétés - comptes annuels selon le schéma complet: schéma du bilan et du compte de résultats	1523	
<i>Titre 3. Contenu du bilan social pour les petites sociétés, les petites ASBL, AISBL et fondations</i>	1507	Annexe 4. Sociétés - comptes annuels selon le schéma abrégé et le microschéma: schéma du bilan et du compte de résultats	1524	
<i>Titre 4. Contenu de certaines rubriques du bilan social</i>	1508	Annexe 5. Comptes consolidés: schéma du bilan et du compte de résultats	1525	
Livre 6. Le rapport sur les paiements aux gouvernements	1509	Annexe 6. Associations et fondations - comptes annuels complets: schéma du bilan et du compte de résultats	1526	
<i>Titre 1. Définitions</i>	1509	Annexe 7. Associations et fondations - comptes annuels selon le schéma abrégé ou le microschéma: schéma du bilan et du compte des résultats	1528	
<i>Titre 2. Contenu du rapport sur les paiements aux gouvernements</i>	1509	Annexe 8. Schéma des comptes annuels des associations et fondations qui tiennent une comptabilité simplifiée.	1529	
<i>Titre 3. Contenu du rapport consolidé sur les paiements aux gouvernements</i>	1509	Annexe 9. Tableau de concordance.	1530	
Livre 7. La société à responsabilité limitée, la société coopérative et la société anonyme	1509			
<i>Titre 1. Offre de reprise pour la société à responsabilité limitée et la société anonyme</i>	1509			
<i>Titre 2. Registre électronique des titres pour la société à responsabilité limitée, la société coopérative et la société anonyme</i>	1511			
Livre 8. La société à responsabilité limitée cotée au sens de l'article 1:1 du Code des sociétés et des associations et la société anonyme	1512			